

R = 58888 306

(5)

Cahiers du Bolchévisme

BIMENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S.F.I.C.)

SOMMAIRE

		Pages
Lénine	La social-démocratie et les accords électoraux	1667
Paul Marion	Dix semaines de politique intérieure (1 ^{er} juin- 10 août 1926)	1670
J. Raveau	La grève des dockers de Dunkerque	1696
A. Kurella	Les dangers d'extrême-gauche dans l'I. C.	1699
	La discussion dans le Parti russe	1704

LA VIE DU PARTI :

Articles de L. Croset et Bonnieux.

Prix du numéro : UN FRANC

*** ADMINISTRATION ***

142, rue Montmartre (2^e)

*** *** RÉDACTION *** ***

120, rue Lafayette (10^e)

PARIS

En vente à la LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ
120, Rue Lafayette, PARIS (x^e)

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Organe du Comité exécutif
de l'Internationale communiste

==== Prix : 4 francs ====

PARAIT TOUS LES MOIS

PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger
3 mois	12 fr.	1/2 \$
6 mois	24 fr.	1 \$
1 an	48 fr.	2 \$

Cahiers du Bolchévisme

Organe théorique du Parti Communiste Français

Prix : 1 fr. 50

BI-MENSUEL

PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger U. P.
3 mois	10 fr.	16 fr.
6 mois	18 fr.	30 fr.
1 an	36 fr.	58 fr.

Les communications aux Cahiers, concernant l'administration, doivent être adressées à l'Humanité, 142, rue Montmartre; celles concernant la rédaction, 120, rue Lafayette, PARIS

Cahiers du Bolchévisme

BIMENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S. F. I. C.)

Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire... Ce n'est que s'il est dirigé par une théorie d'avant-garde que le Parti peut jouer son rôle de combattant d'avant-garde.

N. LÉNINE

SOMMAIRE

	Pages
Lénine.....	La social-démocratie et les accords électoraux..... 1667
Paul Marion.....	Dix semaines de politique intérieure (1 ^{er} juin-10 août 1926)..... 1670
J. Raveau.....	La grève des dockers de Dunkerque..... 1696
A. Kurella.....	Les dangers d'extrême-gauche dans l'I. C..... 1699
	La discussion dans le Parti russe..... 1704

LA VIE DU PARTI :

Articles de L. Croset et Bonnieux.

ADMINISTRATION
142, rue Montmartre

✦ RÉDACTION ✦
120, rue Lafayette

PARIS

AUX LECTEURS DES « CAHIERS »

Le prix des Cahiers va être légèrement augmenté. Ce n'est qu'à regret que cette mesure a été prise. Nous aurions voulu, pour faciliter la diffusion de notre organe théorique, maintenir l'ancien prix. La hausse du papier, des frais d'impression, nous obligent à en décider autrement. Nous ne doutons pas néanmoins que nos camarades restent, sans exception, fidèles aux Cahiers, si nécessaires à la formation idéologique et à la documentation des militants.

LES CAHIERS.

Prix de vente du numéro : 1 fr. 50 (Remise : 33, 30 ou 20 %).

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	Un an
France et Colonies	10 fr.	18 fr.	36 fr.
Étranger (Union postale).....	16 fr.	30 fr.	58 fr.
Étranger (Autres pays).....	30 fr.	60 fr.	120 fr.

Pour envois sous plis fermés : 1 franc en sus par mois.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

== et les accords électoraux ==



L'article ci-dessous est tiré du tome II des Œuvres choisies de Lénine, dont notre Service d'éditions prépare actuellement la publication. C'est le début d'une brochure que Lénine écrivit au mois d'octobre 1906, époque où, après l'échec définitif de la première révolution russe, se posa la question des élections à la deuxième Douma, pour remplacer la première, dissoute par Stolypine.

Ce qui nous intéresse dans cet article, ce n'est pas tant les conclusions qu'en tirait Lénine au point de vue de la tactique électorale du parti social-démocrate russe en 1906, que la méthode à l'aide de laquelle il tira ces conclusions. Cette méthode consiste à faire chaque fois l'analyse concrète de la situation, et à se demander quelle est, au moment et dans la situation donnée, la tactique qui sert le mieux les intérêts du prolétariat. C'est pourquoi il n'existe pas de solution idéale, définitive. La méthode, seule, importe.

Le problème est le suivant: le prolétariat doit s'efforcer d'utiliser, dans l'intérêt de sa lutte, tous les antagonismes qui opposent entre eux les différents groupes de la bourgeoisie. « En aucun cas, nous pouvons nous borner, dans notre campagne électorale, à opposer purement et simplement, et dans l'abstrait, le prolétariat à la démocratie bourgeoise, en général. » Il en résulte pour nous que le prolétariat révolutionnaire et son parti, le parti communiste, ne peuvent se maintenir dans une attitude d'opposition purement formelle. Il est faux de dire que tous les autres partis ne représentent pour nous qu'une seule masse révolutionnaire. Il est faux de dire, par exemple, que le Bloc National et le Bloc des Gauches, c'est la même chose. Socialement comme politiquement, ces deux groupements bourgeois sont essentiellement différents l'un de l'autre, quoiqu'ils soient unis contre le prolétariat. Le Congrès de Lille l'a reconnu. Nous devons donc avoir vis-à-vis d'eux une attitude différente. Agir autrement, c'est faire preuve d'un sectarisme étroit, contraire aux intérêts les plus évidents du prolétariat.

Contre le sectarisme, pour une politique souple, réaliste, tel est l'enseignement à tirer, une fois de plus, de l'article ci-dessous de Lénine.

MARCEL OLLIVIER.



*La question de la campagne électorale à la seconde Douma intéresse fortement en ce moment le parti ouvrier. On prête une attention toute particulière aux « blocs », c'est-à-dire aux accords électoraux temporaires ou permanents de la social-démocratie avec d'autres partis. La presse bourgeoise cadette — et la *Rietch* (La Parole) et le *Tovarichtch* (Le Camarade) et le *Novy pout* (La Voie Nouvelle) et l'*Oko* (l'Œil), etc., tâchent par tous les moyens de convaincre les ouvriers de la nécessité d'un « bloc » entre social-*

démocrates et cadets. Les social-démocrates menchéviks se prononcent les uns pour Tcherevanin, dans la *Nache Dielo* (Notre Cause) et dans *Tovarichtch*, les autres contre (Martov, dans le *Tovarichtch*). Les social-démocrates bolchéviks se prononcent contre, admettant seulement aux degrés supérieurs de la campagne électorale, des accords partiels, en vue d'une répartition des sièges conformément aux forces des partis révolutionnaires et d'opposition dans le vote primitif des électeurs.

Tâchons d'exposer brièvement la justification de ce dernier point de vue.

I

La social-démocratie envisage le parlementarisme (la participation aux assemblées représentatives) comme un moyen, entre autres, d'instruire et d'éduquer le prolétariat et de l'organiser en un parti indépendant, comme un moyen, entre autres, de lutte politique pour l'affranchissement des ouvriers.

Cette conception marxiste sépare nettement la social-démocratie de la démocratie bourgeoise, d'une part, et de l'anarchisme, de l'autre. Les libéraux et radicaux bourgeois voient dans le parlementarisme le moyen « naturel » et le seul moyen normal, le seul moyen légitime de gouverner; ils nient la lutte de classes et le caractère bourgeois du parlementarisme moderne. La bourgeoisie s'efforce par tous les moyens et à tout propos, de mettre des œillères aux ouvriers, pour qu'ils ne voient pas comment le parlementarisme est l'instrument de l'oppression bourgeoise, et qu'ils ne discernent pas son rôle relatif dans l'évolution historique. Les anarchistes, eux non plus, ne savent pas apprécier le parlementarisme à sa vraie valeur historique, en renonçant, en général, à ce moyen de lutte. C'est pourquoi les social-démocrates de Russie combattent résolument à la fois l'anarchisme et la tendance de la bourgeoisie à terminer au plus vite la Révolution par un compromis avec l'ancien régime sur le terrain parlementaire. Ils subordonnent entièrement et absolument toute leur activité parlementaire à l'intérêt général du mouvement ouvrier et aux objectifs spéciaux du prolétariat dans la Révolution démocratique bourgeoise actuelle.

Il résulte de là tout d'abord que la participation des social-démocrates à la campagne pour la Douma revêt un caractère tout différent de celle des autres partis. A la différence de ces derniers, nous n'attribuons à cette campagne aucune valeur intrinsèque ou même prépondérante. Contrairement à eux, nous la subordonnons à l'intérêt de la lutte de classes. Contrairement à eux, ce n'est pas le parlementarisme en vue de réformes parlementaires que nous proclamons comme mot d'ordre, mais la lutte révolutionnaire pour la Constituante et la lutte sous ses formes les plus hautes, telles qu'elles résultent de l'évolution historique de ces dernières années.

II

Quelles conclusions découlent de ce qui vient d'être dit sur les accords électoraux ?

Celle-ci d'abord, que notre objectif principal et fondamental, c'est le développement de la conscience de classe et de l'organisation indépendante du prolétariat, unique classe révolutionnaire jusqu'au bout, unique guide possible d'une révolution démocratique bourgeoise victorieuse. C'est pourquoi l'indépendance de toute notre campagne est pour nous un devoir général de première importance. Les autres, partiels, ne sont pas niés par lui, mais doivent toujours lui être subordonnés et lui être coordonnés. A cet axiome

général, confirmé et par la théorie du marxisme et par toute l'expérience de la social-démocratie internationale, nous devons tout rapporter.

Il pourrait sembler que les objectifs particuliers du prolétariat dans la Révolution russe renversent d'un coup ce principe général. La grande bourgeoisie a déjà trahi la révolution (en la personne des octobristes) ou s'est proposé de l'arrêter au moyen de la Constitution (les cadets); la victoire de la Révolution n'est possible qu'avec l'appui prêté au prolétariat par les éléments avancés et conscients de la masse paysanne, que sa situation objective pousse à la lutte et non aux arrangements, au couronnement de la Révolution et non à son avortement. On en pourrait conclure à la nécessité d'accords entre la social-démocratie et la démocratie paysanne sur toute la ligne des élections.

Mais cette conclusion ne découle encore nullement du principe tout à fait juste que la victoire complète de notre Révolution n'est possible que sous la forme d'une dictature démocratique-révolutionnaire du prolétariat et des paysans. Il faut encore prouver que le bloc avec la démocratie paysanne pendant toute la durée des élections est possible et avantageuse, étant donné le jeu des partis (la démocratie paysanne est déjà représentée chez nous non pas par un, mais par plusieurs partis) et le système électoral en vigueur. Il faut encore démontrer qu'en faisant bloc avec tel ou tel parti, nous exprimerons et défendrons mieux les intérêts des paysans vraiment révolutionnaires qu'en conservant la pleine indépendance de notre parti dans la critique de tel ou tel parti démocratique paysan, dans l'opposition de certains éléments de la démocratie paysanne à certains autres. Du principe que les paysans révolutionnaires sont, dans la Révolution actuelle, les plus proches du prolétariat résulte incontestablement la « ligne » politique générale des social-démocrates: avec la démocratie paysanne contre la « démocratie » traîtresse de la grande bourgeoisie (les cadets). Mais s'ensuit-il maintenant le bloc électoral avec les socialistes-populistes ou avec les socialistes-révolutionnaires, on ne peut le dire avant d'avoir analysé en quoi ces partis diffèrent l'un de l'autre et des cadets, avant d'avoir analysé le système électoral en vigueur avec ses multiples degrés. Il n'en découle immédiatement et absolument qu'une chose: en aucun cas, nous ne pouvons nous borner dans notre campagne électorale à opposer purement et simplement et dans l'abstrait le prolétariat à la démocratie bourgeoise, en général. Nous devons appliquer toute notre attention à faire une distinction précise, fondée sur l'histoire de notre Révolution, entre la bourgeoisie monarchiste libérale et la bourgeoisie démocratique-révolutionnaire, ou, pour parler plus concrètement, entre les cadets, les socialistes-populistes et les socialistes-révolutionnaires. Ce n'est qu'en établissant cette différence que nous pourrions faire un juste choix de nos « alliés » les plus proches. Mais nous n'oublierons pas, premièrement, que les social-démocrates doivent surveiller tout allié venant de la démocratie bourgeoise à l'égal d'un ennemi. Et deuxièmement, nous aurons à voir ce qui nous est le plus avantageux: nous lier les mains par un bloc commun avec des socialistes-populistes (par exemple) ou garder la plus entière indépendance pour pouvoir au moment décisif diviser les « travaillistes » sans parti en opportunistes (socialistes-populistes) et en révolutionnaires (socialistes-révolutionnaires), opposer ceux-ci à ceux-là, etc.

Ainsi, la constatation du double caractère, prolétarien et paysan, de notre Révolution ne donne pas encore le droit de conclure à la nécessité d'accords avec tel ou tel parti, de la démocratie paysanne, à tel ou tel stade des élections à la seconde Douma. Elle ne suffit même pas à limiter l'indépendance du prolétariat en général, sans parler de la nier.

Lénine.

DIX SEMAINES DE POLITIQUE INTÉRIEURE

(1^{er} Juin - 10 Août 1926)



D'assez nombreux camarades nous ont fréquemment demandé d'établir dans les Cahiers une rubrique régulière consacrée à la chronologie des événements politiques du mois. Ce sera désormais chose faite.

Il nous a semblé qu'il ne serait pas inutile dans la période actuelle de commencer par une chronologie où seraient compris les événements des dix dernières semaines qui ont marqué la destruction définitive du Cartel des gauches et la constitution du ministère Poincaré.

C'est avec le concours du camarade Le Gléo que la section d'agit-prop centrale a fait cette analyse au jour le jour des principaux faits de notre politique intérieure. Nous voulions surtout fournir à nos camarades des renseignements pour la partie critique de leur agitation. C'est pourquoi nous avons consacré beaucoup plus de place à certaines journées qu'à d'autres.

Il serait intéressant de parcourir ce petit travail en liaison avec l'étude des Bulletins d'information n^{os} 7 et 9, consacrés à la campagne politique que le parti mènera du 15 septembre au 15 octobre.

PAUL MARION.



Événements antérieurs (nov. 1925-juin 1926)

Depuis le 22 novembre 1925, (chute de Painlevé), la majorité de gauche (S. F. I. O., radicaux, républicains-socialistes, et gauche radicale), se désagrège rapidement.

Les suprêmes projets financiers du Cartel (élargissement de l'impôt sur le revenu, lutte contre la fraude fiscale par le titre à endos et l'Etat héritier), s'effondrent sous les coups de Briand et de ses ministres des Finances : Loucheur (7 milliards et demi, d'inflation et 3 milliards d'impôts nouveaux le 4 décembre 1925), Doumer (renversé le 6 mars 1926 sur son projet de taxe sur les paiements, mais en trois mois de guerre d'usure, — décembre-

mars — il a eu, avec quelques centaines de millions de taxes indirectes, le Cartel et ses projets), et Péret (qui obtint le 4 avril le vote de l'augmentation de la taxe sur le chiffre d'affaires, grâce à l'abstention des socialistes). Durant ces batailles parlementaires, le grand capital français formule impérieusement ses exigences. Le 20 décembre 1925, la Confédération générale de la production française les résume ainsi : rétablissement de la confiance par l'élimination du Cartel, vente des monopoles, suppression de la journée de 8 heures, révision et diminution de l'impôt sur le revenu et les successions. Les leaders du Bloc National font campagne dans le pays sur l'idée de la « confiance », ils marchandent leur appui à Briand, annoncent leur prochain retour au Pouvoir.

Cependant, les ministres cartellistes du Cabinet Briand acceptent de participer aux manœuvres du vieux rénégat, qui brise en plusieurs morceaux le Parti radical, dissocie rapidement le Cartel, et prépare la voie à une majorité nouvelle. (L'ancien Bloc National, renforcé des cartellistes ralliés). Le 1^{er} avril l'ensemble des projets Péret qui comportent de multiples taxes indirectes et la taxe civique est voté par 236 voix contre 159. La plupart des socialistes s'abstiennent. Les radicaux les votent. La taxe sur le chiffre d'affaires porté à 2 p. 100 sauf pour les détaillants est votée par 202 voix contre 170. Les socialistes s'abstiennent sauf 22 socialistes de droite qui votent « contre » dans l'espoir de susciter un nouveau ministère Herriot.

Durant ces quelques mois, la livre passe de 135 à 145.

L'ensemble du budget de 1926 avait été voté le 25 avril; au cours de la livre, il était en équilibre; le ministère Briand paraissait solide. (Budget voté par 395 voix contre 142. Les radicaux le votent. Les socialistes votent contre).

Mais l'évasion continue des capitaux et la pression de la finance anglo-saxonne qui veut obtenir la signature d'accords sur les dettes et la stabilisation monétaire, entraînent la baisse rapide du franc. — Au cours des vacances parlementaires de mai 1926, la livre passe de 145 (fin avril) à 178 (le 18 mai). Il fait donner la masse Morgan et le jour de la rentrée des Chambres, le 27 mai, la livre est à 146. Mais Briand a compris le danger; il s'applique à satisfaire à la fois le grand capital français (mesures en vue de rétablir la confiance capitaliste à l'intérieur), et la finance anglo-saxonne (ratification des accords de Washington). De là : la constitution du Comité des Experts.

Le 27 mai, à propos du refus du gouvernement d'accepter tout débat financier, une majorité nouvelle se dégage (320 voix :

l'ancien Bloc National, plus 53 radicaux et 20 républicains-socialistes), contre une minorité de 209 voix (128 socialistes et communistes, 67 radicaux et 13 républicains-socialistes).

La question d'un ministère d'Union nationale est dès lors posée. La presse de droite le réclame; la presse de gauche l'accepte; seul *le Quotidien*, gémit, mais se résigne.

Malgré tout, au lendemain de ce vote, la situation est encore indéfinie. Briand a-t-il définitivement secoué le joug des gauches? Va-t-il se constituer un ministère pris dans la majorité nouvelle? Va-t-on connaître la trêve des partis? interroge la presse de droite. Tandis que le groupe radical s'agite et déclare que si Briand veut gouverner avec une majorité de droite, ses membres le combattront.

En dépit de ces menaces, le conseil de Cabinet du 29 mai, — (malgré la présence de six ministres radicaux : Jean Durand, Perrier, Binet, Durafour, Ossola), — fait connaître ses intentions de diminuer l'impôt sur le revenu (plafond fiscal), et d'amnistier les exportateurs de capitaux (ouverture d'un compte spécial en devises étrangères à la Banque de France).

La composition du Comité des Experts est approuvée par le Conseil. Sergent (Banque Union Parisienne), ancien sous-secrétaire d'état de Millerand, le préside. Il est composé de directeurs de grandes banques et de représentants des grandes associations économiques.

Les journaux réactionnaires prennent complètement parti pour Briand qui vient de se prononcer contre le système socialiste.

L'Œuvre et *l'Ere Nouvelle* déclarent : « Défense du franc d'abord », tandis que *le Quotidien*, honteux, propose d'accorder au Gouvernement le délai qu'il demande avant d'entamer le débat financier.

*
*
*

1^{er} Juin 1926. — La Chambre, par 313 voix (ancien Bloc National plus 92 ancien cartellistes : 35 radicaux, 38 gauche radicale et 19 républicains-socialistes), contre 147 (129 socialistes et communistes, 11 républicains-socialistes et 7 radicaux), et 97 abstentions (89 radicaux et 6 républicains-socialistes), vote l'ajournement des interpellations, demandé par Briand.

« Heureux prélude », dit *le Figaro*. « Enfin, le Parlement est maté », s'écrient les feuilles de droite et d'information qui laissent déborder leur joie. *Le Quotidien* estime heureux que la

Chambre « ait su se réserver », mais Frossard, dans *Paris-Soir* avoue la fin définitive du Cartel. « Nous voici revenus à la politique de Poincaré », chante *la Presse*.

« C'EST LE PLUS EXTRAORDINAIRE RENVERSEMENT DES FORCES POLITIQUES QU'ON AIT JAMAIS VU. LA CHAMBRE DU CARTEL, APRÈS DEUX ANNÉES DE PRÉAMBULE, TOURNE COURT A DROITE », écrit *Paris-Midi*.

Cependant, les six ministres radicaux restent en place, tandis que Péret affirme qu'il est là « pour rassurer les possédants ».

2 Juin. — Le Comité des Experts commence ses travaux. *L'Echo de Paris* formule le programme qui sera adopté sous peu : diminution sur le revenu et des taxes successorales, suppression du carnet de coupons, augmentation des taxes indirectes.

3 Juin. — A la Commission des Finances, Péret se déclare pour la suppression du carnet de coupons.

4 Juin. — Hausse du prix du blé. Des spéculateurs le stockent. Le P. C. demande la réquisition.

Paris-Midi ironise sur ce Parlement bien sage qui s'occupe des marchés d'aviation, laisse le gouvernement et les Experts agir à leur guise, et n'obtiendra même pas les 42.000.

Cependant, la brusque tension de la livre (de 155 à 158), engendre un malaise politique.

5 Juin. — *L'Humanité* explique que la baisse du franc vient de ce que :

1° La masse Morgan usée dans la bataille des changes, a été utilisée pour des besoins de trésorerie;

2° Les avances de la banque à l'Etat sont passées en 15 jours de 34 milliards 850 millions, à 36 milliards 900 millions;

3° La marge des avances n'étant plus que de 1.600 millions, nous allons vers une inflation prochaine.

Discussions et polémiques autour de l'emploi de l'encaisseur de la Banque pour la défense du franc.

6 Juin. — Quatre ministres sont chargés d'établir un programme de restrictions (on veut sauver le franc par la sous-consommation ouvrière), mais les intérêts industriels et commerciaux peuvent être lésés par ces mesures et la presse de droite s'inquiète.

7 juin. — Bruits d'emprunts ou d'ouvertures de crédits en Amérique. Discours de Lasteyrie qui réclame un gouvernement

d'Union nationale « *contre le socialisme morbide* »; les décrets-lois et le vote en bloc des projets de ce gouvernement. La livre est à 162.

8 Juin. — On annonce la démission prochaine de Raoul Péret.

Le Comité des quatre se borne à préconiser des économies dans l'appareil de l'État. Les journaux de droite réclament « un ministère d'Union nationale, seul capable de trouver les concours et les forces nécessaires au redressement financier ».

9 Juin. — Péret, au Conseil des Ministres, fait adopter les propositions suivantes : Plus de carnet de coupons; suspension de l'application de la loi sur l'exportation des capitaux, diminution des impôts sur les valeurs mobilières.

10-15 Juin. — (La livre passe en 5 jours de 162 à 177).

Campagne acharnée des réactionnaires pour un ministère d'Union nationale. Ils dénoncent la contradiction qui existe : 1° entre le ministère cartelliste et sa majorité de droite; 2° entre le ministère cartelliste et son programme de droite.

Intervention de Franklin-Bouillon dans ce sens.

Le Quotidien se raccroche au ministère Briand, comme à la dernière planche de salut pour éviter un ministère de droite. Vaines manœuvres des derniers cartellistes (J.-L. Dumesnil-Renaudel) pour ressusciter le Cartel à la faveur des décisions du prochain petit congrès radical.

Les fascistes et *le Gaulois*, réclament la dissolution. On parle de plus en plus de la stabilisation et du règlement des dettes interalliées.

Le 14 Juin, les fonctionnaires manifestent dans la rue en faveur de l'application de l'échelle mobile des traitements. Il s'avère que Péret a dilapidé pour les besoins de sa trésorerie les cent millions de dollars de la masse Morgan.

Le 12 Juin, Doriot, à la Chambre, avait marqué les responsabilités de l'impérialisme français dans la guerre du Rif.

15 Juin. — Péret démissionne pour laisser le champ libre à un ministère d'Union nationale qui pourra trouver les concours qui lui ont manqué (Banque de France et ses régents). A la Chambre, s'affirme pour la 3^e fois, à propos du rejet des interpellations financières demandé par le gouvernement, la majorité nouvelle.

Pour le ministère : 309 voix (Ancien Bloc national, 20 républicains-socialistes, 60 radicaux, et toute la gauche radicale);

contre : 196 voix (128 socialistes et communistes, 15 républicains-socialistes, 52 radicaux); abstentions : 37 (dont 12 radicaux).

Trois formes d'Union nationale apparaissent alors comme possibles : 1° la « véritable Union Sacrée » (tous les partis, sauf les communistes); elle est présentement exclue. 2° un ministère pris parmi la nouvelle majorité; les derniers sursauts du Cartel vont retarder durant quelque temps sa formation. 3° un ministère du Cartel élargi vers la droite; c'est celui que Briand et Herriot vont s'efforcer, concurremment, de constituer.

Le pain est à 2 fr. 15 le kilo.

16 Juin. — Briand accepte de former le ministère d'Union nationale. Il est question de l'entrée de Poincaré et de Herriot dans ce ministère. Mais au petit congrès radical, Chautemps bat Franklin-Bouillon, et fait voter à l'unanimité moins 5 voix, une motion qui « *réprouve, comme contraire au sentiment du pays républicain, toute tentative politique qui aurait pour but sous le couvert d'Union sacrée, de remettre le Pouvoir à une minorité condamnée par le suffrage universel* ». Vœu pieux que ceux qui le formulèrent violeront sous peu.

17 Juin. — Cependant, Herriot continue de négocier avec Briand et Poincaré, mais les décisions du petit congrès radical, et le refus des S. F. I. O. de participer, rendent l'union nationale d'abord et la concentration à gauche avec Briand, impossibles.

Une tentative ratée de Herriot est nécessaire pour rouvrir la voie à Briand.

Le groupe radical de la Chambre, et la gauche républicaine du Sénat, votent des ordres du jour où ils prétendent ne vouloir soutenir qu'un ministère à « *fiscalité démocratique* ».

Le P. C. publie un manifeste où il proose le soutien conditionné à un ministère qui opérerait un prélèvement sur le capital de nature à réaliser la stabilisation monétaire aux frais des riches.

La livre est 171.

18 Juin. — Briand ayant échoué, Herriot est chargé de former le ministère. Il est dès le début menacé par l'assaut du change. Mais, avoue cyniquement *Paris-Midi*, faisant allusion aux manœuvres de la Banque de Paris, « *le Consortium bancaire qui épaula la combinaison, mettra ses munitions au service du Cabinet* ».

Herriot veut s'efforcer d'élargir le Cartel sur la droite et d'obtenir l'appui des « six groupes de gauche » de la Chambre

(radicaux, républicains-socialistes, gauche radicale, gauche indépendante, républicains de gauche et gauche républicaine démocratique), mais, tandis que le groupe Marin lance contre lui l'exclusive, les amis radicaux de M. Herriot veulent limiter à l'excès le nombre de places réservées aux centristes dans le ministère.

Le Quotidien présente Herriot comme très « *Union Sacré* » et uniquement préoccupé du salut financier cependant que la presse de droite dénonce au pays le vote des radicaux qui ont fait échouer Briand.

Le Temps menace de dissolution l'« *impossible coalition socialiste et radicale* », qui, si elle ne peut plus former un gouvernement, peut encore empêcher tout gouvernement de se former.

19 Juin. — De misérables intrigues se nouent et se dénoncent à propos de la formation du Cabinet Herriot. Négociations avec Bokanowski, Romier, Piétri, *L'Echo de Paris* menace les modérés qui « *choisissent mal leur heure pour trahir* ».

20 Juin. — Le refus de M. Champetier de Ribes fait échouer la tentative d'Herriot. Herriot, dira *le Quotidien*, voulait former un Cabinet dont la composition rassurât les opposants. Mais leur opposition fut irréductible. Briand revient sur l'eau. Il veut faire appel à la fois à Caillaux et à Poincaré. Mais Caillaux et Montigny, dans des discours dominicaux en Sarthe, attaquent Poincaré.

21-22 Juin. — La combinaison Briand s'échaffaude. Caillaux l'emporte; Poincaré est provisoirement frappé par l'exclusive des gauches (Painlevé).

23 Juin. — Le ministère Briand-Caillaux est constitué sous le signe de la stabilisation monétaire aux frais des pauvres; « *dépenser moins, produire plus* ». Il est assez bien accueilli par la presse du Bloc national. *Le Temps* aurait préféré Poincaré, mais... après tout, ce ministère n'est-il pas le fossoyeur définitif du Cartel ?

Composition du Cabinet :

Présidence du Conseil et Affaires étrangères	BRIAND, député républic. social.
Vice-présidence du Conseil et Finances	CAILLAUX, sénateur radical.
	avec PIÉTRI et DUBOIN comme sous-secrétaires.
Intérieur	Jean DURAND, sénateur radical.
Justice	Pierre LAVAL, député social. ind.?
Marine	G. LEYGUES, dép. rép. de gauche.
Instruction publique	NOGARO, député radical.

Travaux publics	DANIEL-VINCENT, député g. radic.
Colonies	LÉON PERRIER, sénateur radical.
Commerce	CHAPSAL, sénateur radical.
Travail	DURAFOUR, député radical.
Agriculture	BINET, député radical.
Pensions	JOURDAIN, dép. rép. de gauche.

24 Juin. — La livre tombe de 172 à 167. Caillaux va appliquer le programme des Experts. Déjà se liguent contre lui les socialistes et les mécontents groupés autour de Herriot et de Poincaré.

25-28 Juin. — Caillaux limoge Robineau, gouverneur de la Banque de France et le remplace par Moreau. Caillaux veut enlever à la Banque de France son indépendance formelle, et en faire la Banque de l'Etat.

L'Avenir organe du Bloc national et de l'industrie lourde, fait campagne contre le ministère. *L'Echo de Paris* s'inquiète à propos des accords de Washington. Caillaux apparaît comme voulant réaliser une stabilisation monétaire rapide grâce à des emprunts extérieurs qui exigent la ratification des accords de Washington et l'asservissement à la finance anglo-saxonne.

29 Juin. — Le ministère devant les Chambres. Il réclame l'ajournement au mardi 6 juillet des interpellations. Il se contente de promettre l'abaissement des taux de l'impôt sur le revenu et du droit de transmission des valeurs mobilières.

Il annonce la stabilisation monétaire et les crédits extérieurs. Accueil très froid de la Chambre. Les orateurs insistent sur les dangers de la ratification des dettes et des « pleins pouvoirs » (Incident Tardieu-Briand). Le Gouvernement obtient : 292 voix (160 radicaux et républicains-socialistes, 40 gauche radicale, et 90 membres du Bloc national). Contre : 130 voix (127 socialistes et communistes, 1 républicain-socialiste, 1 radical). Abstentions, 126 (3 radicaux, 1 gauche radicale, 6 gauche républicaine démocrate, 93 union-républicaine, 6 démocrates et 16 réactionnaires).

C'est le premier scrutin important où l'unanimité des radicaux votent en opposition avec l'unanimité du groupe socialiste.

30 Juin. — Dans toute la presse de droite, une campagne se dessine contre la ratification des accords. *La Journée Industrielle* insiste sur cette idée que sous prétexte de stabilisation monétaire, il ne faut pas aliéner notre indépendance. Les crédits américains ne doivent être qu'un appoint. Rejetons le système

Blum et appliquons une politique de déflation persévérante avec les restrictions et les compressions qu'elle comporte.

La livre monte à 177 francs.

*
* *

Le mois de juillet 1926

1^{er} Juillet. — La livre monte à 179,30 et dollar à 36,90.

Briand rend responsable de la montée des changes les résistances parlementaires, à la ratification des accords de Washington.

Le pain est vendu 2 fr. 65 le kilo.

Le Congrès des cheminots unitaires tient sa première séance. Un meeting de protestation a lieu à Wagram contre la Terreur Blanche en Pologne. Tentatives de répression ouvrière : Thorez est arrêté et Sémard poursuivi. Les coalitions les plus étranges se forment contre le cabinet Briand; on parle d'une combinaison Tardieu-Daladier contre Caillaux, et d'un ministère de la déflation et de la résistance à l'Amérique, que les socialistes soutiendraient.

2 Juillet. — La livre est à 183 fr. 20. Renaud Jean fait invalider à la Chambre M. Maurice de Rothschild, pour corruption électorale.

Le fasciste Artuys, flanqué du renégat Delagrangé, sont mis en déroute par les ouvriers à Lorient. Les dockers de Rouen, solidaires de ceux de Dunkerque et des mineurs anglais, font une grève de vingt-quatre heures. Millerand est mis en minorité aux élections du Conseil de l'ordre des Avocats. Manifestation au Central Télégraphique, où sont réunis fraternellement confédérés et unitaires. Les délégués cheminots de l'U. R. S. S. saluent les cheminots français.

Deux thèses sont en présence, disent les journaux. Le système Caillaux, stabilisation par l'extérieur (crédits) ou le système Blum, stabilisation par le dedans (déflation avec prélèvement sur le Capital). Mais *la Journée Industrielle* oppose à la stabilisation mécanique, une politique d'apaisement qui permettrait le retour des capitaux exportés.

4 Juillet. — Le rapport des Experts est publié. La presse le salue comme un remarquable ensemble de décisions, qu'il faut appliquer. Mais la question des accords de Washington suscite toujours la même opposition.

4.500 porcelainiers sont lock-outés à Limoges. A Dunkerque et à Douai, manifestations ouvrières.

5 Juillet. — Herriot se prépare à attaquer Caillaux sur la question des décrets lois. La majorité de la presse est hésitante, car Caillaux apparaît comme « un rempart contre le socialisme » (?)

6 Juillet. — Le ministère devant les Chambres. Caillaux expose son programme financier (dans les grandes lignes, c'est celui des Experts).

Manifestations des télégraphistes Lyonnais. Ceux de Marseille arrêtent le travail pendant une heure.

La livre est à 180.

7 Juillet. — Léon Blum expose à la Chambre le programme socialiste (projet de prélèvement sur le capital). Il se pose en candidat au pouvoir bourgeois. Il découvre dans le rapport des experts des contradictions, et l'inflation déguisée. Benjamin Strong, directeur de la *Federal Reserve Bank* des Etats-Unis; Montagn Norman, gouverneur de la Banque d'Angleterre; Gilbert Parker, agent général des paiements du Plan Dawes, se rencontrent à Antibes. On annonce que Moreau, gouverneur de la Banque de France et le Dr. Schacht (directeur de la *Reich-bank* iraient le rejoindre. *Paris-Midi* voit dans ces faits la marche vers un règlement international des dettes interalliées et la stabilisation monétaire en Europe (Le « Locarno Financier »).

Le Conseil général de la Seine adopte la hausse des tarifs des transports.

8 Juillet. — La livre bondit à 193 fr. 50.

Caillaux réplique à Blum. Il cède du terrain sur la question des décrets-lois, et abandonne l'idée de la ratification immédiate. Il démontre que les projets Blum engendreraient de nouvelles émissions de billets.

Interrogatoire odieux des marins de « Metz ».

9 Juillet. — Le recul tactique de Caillaux déjoue la conjuration anti-ministérielle de Tardieu, des Herriotistes et de Blum. Cette coalition en vue de constituer un ministère « de la déflation » avait été rendue possible par une intervention de A. Poncet, en faveur du principe d'une contribution sur la fortune acquise.

Des journaux comme *le Temps* et *la Liberté* protestent

d'ailleurs contre cette union des modérés et des socialistes, et en font ressortir les dangers.

Des milliers de postiers à la Bourse du Travail, au meeting de la Fédération Unitaire, protestent et manifestent leur volonté de passer à l'action si le Gouvernement ne tient pas ses promesses.

10 juillet. — Le ministère Briand-Caillaux obtient péniblement 269 voix (99 radicaux, 20 républicains-socialistes, 32 gauche radicale, 23 gauche républicaine-démocrate, 14 gauche indépendante, 31 républicains de gauche, 32 union républicaine démocratique, 13 démocrates, 5 sans groupes), contre 247 (22 radicaux, 96 socialistes, 11 républicains-socialistes, 28 communistes et 90 membres du Bloc National, dont 60 de l'union républicaine, groupe Marin).

Un certain nombre de « jeunes » radicaux socialisants menacent d'adhérer au Parti républicain-socialiste, si l'hégémonie des vieux leaders Caillaux-Malvy s'affirme sur le parti radical.

Les postiers confédérés votent un ordre du jour favorable au front unique avec les unitaires. Manifestation des dockers à Dunkerque. Fin de la Conférence du Riff: Français et Espagnols se sont mis d'accord sur le partage. La livre monte à 198.

11 juillet. — Malgré ses craintes au sujet des accords de Washington, la presse de droite considère Caillaux comme « *infligeant une défaite éclatante au socialisme (Echo de Paris)*. Caillaux s'envole à Londres pour passer avec Churchill un accord à propos des 653 millions de livres sterling que nous devons à l'empire anglais.

Manifestation de la Butte du Chapeau-Rouge organisée par le Parti communiste contre les projets Caillaux. Vingt mille personnes y assistent.

12 juillet. — Signature de l'accord Caillaux-Churchill. Voici l'heure venue de payer les frais de la guerre impérialiste. Conditions de l'accord: Un moratoire partiel de 5 ans, 12 milliards et demi de livres sterling comme annuité, clause de transfert et clause de sauvegarde. La livre baisse de 11 points. Elle est à 187,15.

Arrivée à Paris du Sultan et de Primo de Rivera. Ce dernier est accueilli à la gare d'Orsay par une bordée de sifflets.

Manifestation anti-fasciste à Givors (Rhône).

13 juillet. — La presse accueille assez bien en général l'accord Caillaux-Churchill: « *Une victoire pour la France!* ».

L'Avenir proteste contre cet accord qui nous fait débiteur pendant 62 années.

A Bruxelles, débâcle du franc belge (stabilisation ratée), qui passe de 214 à 233. Il entraîne le franc français. La livre remonte à 193,25.

14 juillet. — Primo est sifflé durant la revue du 14 juillet.

15 juillet. — Offensive française et résistance des tribus dans la tache de Taza.

Le Conseil de Cabinet examine la formule des délégations de pouvoir qui seront demandées à la Chambre pour les économies, restrictions, diminution du nombre des fonctionnaires. Il s'agirait également de porter au coefficient 6, les taxes indirectes, d'augmenter de 25 p. 100 les impôts cédulaires et de fixer à 30 p. 100 le maximum de l'impôt sur le revenu.

Le bilan de la Banque de France marque une augmentation de 56 millions de billets en circulation et de 100 millions d'avances de la Banque à l'Etat. Le déficit du commerce extérieur, en juin, a été de 509 millions. Ces phénomènes s'ajoutant à l'instabilité gouvernementale, entraînent une hausse considérable des valeurs industrielles françaises et étrangères. La chute du franc va s'accroître. Pourparlers secrets entre Paris et New-York pour obtenir des lettres annexes à l'accord Bérenger-Mellon, qui permettraient à Caillaux d'obtenir la ratification.

16 juillet. — La livre est à 201,25.

La Commission des finances de la Chambre met par terre les pleins pouvoirs. *Le Quotidien* menace le Gouvernement et somme la Chambre de se refuser à un renoncement qui serait une véritable trahison. C'est une invite à Herriot pour qu'il descende de son fauteuil et qu'il combatte Caillaux.

17 juillet. — La livre est à 208,75.

L'Avenir, journal du Bloc National et du Comité des Forges, refuse à Caillaux la confiance qu'il se déclare prêt à accorder à Poincaré. *Le Quotidien*, dans un véhément article « *non, non et non!* », somme Herriot d'avoir à intervenir contre Caillaux.

Tractations et alliance occulte de nombreux éléments cartellistes avec la droite. Flirts de Marin, Bokanowski, Tardieu et François Poncet avec les radicaux et les socialistes. Le grand ministère qui réunira Marin et Herriot est déjà en préparation. A la Chambre, Caillaux demande, pour le Conseil des ministres, l'autorisation de prendre par décrets « *toutes les mesures pro-*

pres à réaliser le redressement financier et la stabilisation de la monnaie ». Ces mesures comportent essentiellement :

a) *Des réformes fiscales* : Diminution de l'impôt global sur le revenu des taxes successorales et des taxes de transmission. Relèvement de la cédule des bénéfices agricoles. Suppression du carnet de coupons. Relèvement, jusqu'à l'indice 5, des droits spécifiques (timbres, sucres, alcool, tabac, P. T. T., etc.). Relèvement des tarifs de chemins de fer et des transports par routes.

b) *Opérations de trésorerie* : Création d'une caisse de gestion des Bons de la Défense, dotée d'une annuité budgétaire, d'une annuité d'amortissement, et qui pourra se faire consentir des avances au moyen de délégations sur les recettes du monopole des tabacs (transformé éventuellement en office). Des opérations de consolidation de la monnaie seront offertes aux porteurs de bons. — Pour préparer la stabilisation de la monnaie, la Banque de France recevra les devises étrangères que le Gouvernement détient, et sera autorisée à acheter des pièces d'or.

c) *Mesures administratives* : Réalisation d'économies par suppression ou fusion d'emplois, d'établissements et de services (licenciement de fonctionnaires).

d) *Mesures d'ordre économique* : Prohibition de certaines exportations et importations. Réajustement des tarifs douaniers.

En gros, ce sont les mesures que Poincaré prendra plus tard (mais au lieu du coefficient 5, nous aurons le coefficient 6). Herriot attaque alors les pleins pouvoirs; Marin les accorderait, mais pas à Caillaux. Interventions de Renaud Jean et de Renaudel. Réponse de Caillaux qui évoque l'exemple des socialistes belges (pleins pouvoirs). Au vote, le ministère est renversé par 288 voix (28 communistes, 96 socialistes, 3 socialistes-communistes, 48 radicaux, 16 républicains-socialistes, 7 gauche radicale et 90 membres du Bloc national, dont 60 du groupe Marin) contre 243 (75 radicaux, 21 républicains-socialistes, 29 gauche radicale et 118 membres du Bloc National, dont 33 du groupe Marin). Si l'on compare ce vote à celui du 10 juillet, l'on s'aperçoit que c'est le retournement de quelques voix cartellistes, à la suite de l'intervention de Herriot, qui a entraîné la chute du ministère.

18 juillet. — Tandis que le *Quotidien* chante d'une façon sottise et prématurée la « victoire républicaine » de la veille, et le magnifique exemple du soldat Herriot se jetant dans la mêlée, *l'Avenir*, après avoir salué en Marin le vainqueur de la journée, trace son programme au gouvernement de demain : « Nous pensons, avec François Poncet, qu'une certaine déflation écono-

mique et financière doit être accomplie avant la stabilisation du franc, et que, pour cette stabilisation, il convient de ne faire appel au capital anglo-saxon qu'avec infiniment de prudence ».

Toute la presse de droite fait campagne pour un ministère de droite « d'Herriot à Louis Marin ». *Le Temps* signale qu'il n'y a plus que 600 millions dans les caisses du Trésor, et que, d'ici au 25 août, l'Etat doit verser plus de deux milliards de francs, tant pour les traitements et soldes, et pour les coupons de la dette intérieure, que pour les intérêts de la dette commerciale à l'Angleterre et les intérêts de l'emprunt Morgan à l'Amérique. Or, les impôts directs donnent en ce moment le chiffre dérisoire de 74 millions par mois.

Herriot est appelé à l'Elysée et Renaudel espère de nouveau un ministère cartelliste avec participation de la S. F. I. O. Mais la riposte capitaliste ne se fait pas attendre. La livre bondit à 235,30. Attentats fascistes à Fontainebleau et à Palaiseau. La C. A. P. socialiste demande au bureau socialiste international de se prononcer contre la participation de socialistes avec les délégations du gouvernement à la S. D. N. Renaudel donne sa démission du bureau international. La C. A. P. refuse la participation et préconise le soutien.

19 juillet. — Les droites lancent l'exclusive contre Herriot (Barthou et Sarraut lui refusent leur concours. De Wendel exige Poincaré) qui, ne pouvant constituer le ministère d'union nationale attendu, forme, la mort dans l'âme, un cabinet lamentable avec divers cartellistes: De Monzie aux Finances, Loucheur au Commerce, Chautemps à l'Intérieur, Renoult à la Marine et Colrat, lieutenant de Poincaré, à la vice-présidence du Conseil, et Dariac, auteur du projet d'occupation de la Rhur, aux Colonies.

Un peu rapidement, le *Quotidien* affirme: « Vainqueur, c'est le triomphe. Vaincu, c'est demain la revanche et la gloire ».

Les socialistes, pour justifier le soutien, font courir le bruit qu'Herriot leur aurait promis la consolidation des Bons et le prélèvement sur le capital.

20 juillet. — La livre est à 239. La panique gagne la rue et les magasins, où les commerçants majorent leurs prix ou dissimulent la marchandise. Les gens retirent leurs fonds dans les banques et les caisses d'épargne.

La foule manifeste contre les touristes étrangers. Pour imposer Poincaré, les banques démolissent le franc. Le Cartel va-t-il combattre? Emile Buré, dans *l'Avenir*, quelques jours plus tard (26 août), grâce aux confidences d'un ministre de ce cabinet fan-

tôme, nous apprend qu'en ce jour du 20 juillet, Herriot effrayé porte sa démission chez Doumergue qui la refuse. (Il faut à tout prix que De Monzie obtienne immédiatement des Chambres l'émission de quelques centaines de millions de billets indispensables à la Trésorerie en échange des derniers 30 millions de dollars de la masse Morgan.)

D'ailleurs tout le monde sait à la Chambre qu'Herriot s'est déjà fait réserver par Poincaré, son inévitable successeur, le portefeuille de l'Instruction publique dans le ministère d'Union nationale qui se prépare depuis juin à travers les négociations des cartellistes avec la droite. Cela n'empêche pas *le Quotidien* du jour de faire le matamore et d'annoncer aux possédants des mesures dignes de la Convention, cependant que 22 députés socialistes signent un manifeste participationniste.

21 juillet. — La livre est à 243,50.

Au moment où *le Quotidien* annonce que deux régimes, deux sociétés s'opposent, et prétend qu'il s'agit tout simplement de la réaction sociale et financière ou de la Démocratie, De Monzie fait annoncer par la presse qu'il veut avant tout rassurer tout le monde et ne fera ni prélèvement, ni consolidation.

A midi, au Conseil des ministres, il est convenu que le Cabinet se présentera comme démissionnaire et, qu'en se retirant, Herriot lancera un appel pour un ministère d'Union nationale; mais J.-L. Dumesnil intervient après la séance auprès de Herriot pour qu'il se livre à un simulacre de combat (1). De là les vagues formules de la déclaration ministérielle et les vagues projets de De Monzie sur la participation des capitaux américains à nos industries nationales. Les seules choses précises chez Herriot et son ministre des Finances, c'étaient: l'abandon de tout prélèvement sur le capital, de toute consolidation des Bons, de toute inquisition fiscale, l'amnistie aux exportateurs de capitaux, la diminution des impôts directs et la promesse d'assurer la liberté de circulation des capitaux.

C'est ce programme et ce ministère, vendu avant la bataille, que certains cartellistes demandaient aux députés communistes de soutenir.

Le ministère Herriot est renversé par 290 voix (28 communistes, 25 sans groupe, 11 radicaux, 13 républicains-socialistes, 26 gauche radicale et 189 membres du Bloc National) contre 243

(1) Ces renseignements sont tirés de l'article de M. Buré, dans *l'Avenir* du 26 août. Ces affirmations ne furent jamais démenties.

(dont 105 radicaux, 94 socialistes, 20 républicains-socialistes, 13 gauche radicale).

Quelques centaines de fascistes manifestent devant le Palais-Bourbon. Dans la nuit, tandis que De Monzie obtient des Chambres 1.300 millions d'inflation en échange du reliquat de la masse Morgan, Poincaré est appelé par Doumergue pour constituer le nouveau ministère.

22 juillet. — *L'Ere Nouvelle* et *l'Œuvre*, journaux de gauche, font observer que M. Herriot, en renversant Briand et Caillaux, « a fait le lit de Poincaré ». Toutes ces révélations à propos des dessous de la crise en disent long sur le mécanisme de la démocratie bourgeoise et sur le maquignonnage que dissimulent les luttes superficielles des politiciens bourgeois.

Poincaré s'adresse d'abord à Albert Sarraut, de *la Dépêche de Toulouse*, le chef des radicaux du Midi, leur grand électeur. C'est un seigneur de la démocratie qui dispose de 80 délégués radicaux. Si Poincaré l'a avec lui, le ministère d'Union nationale est fait. C'est décidément la fin du Cartel. Dans *Paris-Soir*, Frossard avoue qu'il n'existe plus de majorité de gauche à la Chambre, mais il affirme un peu prématurément « qu'Herriot, à la tête de son Parti, attendra sa revanche ».

Péret, ancien président de la Chambre du Bloc National, est élu, en remplacement d'Herriot, démissionnaire depuis sa chevauchée héroïque, président de la Chambre du Cartel des gauches. Cette élection est significative. Elle indique que l'immorale combinaison Poincaré est en bonne voix. En effet, *le Quotidien* du 24 juillet nous apprendra que ce même jour, dès après l'acceptation de Sarraut, Painlevé acceptait le portefeuille de la Guerre et qu'Herriot, après avoir consulté pour la forme ses anciens ministres (Renoult, Chautemps et Daladier) protestent quelque peu. Quant au groupe radical, Herriot néglige de lui faire part de quoi que ce soit, se rendait chez Poincaré en compagnie de Painlevé.

Détail ridicule et odieux: Cazals, président du groupe radical, quémande le ministère du Travail pour Malvy, mais Poincaré (après le refus délicat de Boncour, qui subordonnait son acceptation à celle de la C. G. T. — il ne parle pas de son parti), le donnera, après sollicitations de l'ancien président Fallières au fils à papa André Fallières, dont il tient à former et à favoriser les débuts. C'est plus que jamais la République des camarades qui continue, à l'abri du « grand ministère d'Union nationale ». Les capitalistes, « rassurés », font baisser la livre à 219 et le dollar à 45.

23 juillet. — Manifeste du Parti contre Poincaré. Le ministère est formé :

Présidence du Conseil et Finances, et Régions libérées	Raymond POINCARÉ.
Justice et Alsace-Lorraine	Louis BARTHOU.
Affaires étrangères	Aristide BRIAND.
Intérieur	Albert SARRAUT.
Guerre	Paul PAINLEVÉ.
Marine	Georges LEYGUES.
Instruction publique	Edouard HERRIOT.
Travaux publics	André TARDIEU.
Commerce	M. BOKANOWSKI.
Agriculture	QUEUILLE.
Colonies	LÉON PERRIER.
Pensions	Louis MARIN.
Travail	André FALLIÈRES.

Toute la presse l'acclame. A peine note-t-on quelques réserves sur la présence de Painlevé et d'Herriot. Mais ils sont là comme otages, soulignent *la Presse* et *l'Echo de Paris*. Herriot a droit aux félicitations d'Hervé dans *la Victoire*.

Le Quotidien, hier encore éclatant, file doux. Un ministère d'Union nationale? Pourquoi pas? Si son programme est bon. Ainsi, c'est grâce aux chefs du Bloc des gauches que Poincaré est rappelé aux affaires! Mais les Caillautistes (Laval, Montigny, etc.) gémissent. Leur journal, *la Volonté*, commence une campagne contre Poincaré. Ils sont, il est vrai, peu nombreux et se rallieront, maussades.

Idem pour les « jeunes turcs » radicaux socialisant (Daladier, Dumesnil, Chautemps), furieux contre Herriot. On parle de débarquer ce dernier de la Présidence du Parti radical et de le remplacer par Caillaux. De son côté, Franklin bouillonne contre Tardieu et le Traité de Versailles. Feux de paille!

L'impression du grand commerce est excellente. Dury (confection en gros) et G. Mauss (président capitaliste de la Fédération des commerçants « détaillants ») expriment publiquement leur satisfaction.

L'organe fasciste salue Poincaré et annonce la vente des monopoles et l'abrogation de la journée de 8 heures. La livre et le dollar continuent de baisser. La confiance « capitaliste » revient. La livre est à 208 francs.

24 juillet. — Tandis que la presse de droite et d'information se félicite des projets probables du ministère (augmentation des taxes indirectes et nouveaux impôts indirects, diminution des impôts frappant la fortune, « application prudente du plan des

Experts et avant tout rassurer les capitaux expatriés », dit le *Bulletin* du Comité des Forges), *l'Œuvre* écrit : « franc d'abord », le *Radical* loue Herriot et le parti radical de leur « désintéressement ». *L'Ere Nouvelle* s'élève « au-dessus des Partis ». Lautier, dans *l'Homme libre*, chante « l'entrée des géants » et se demande qui pourrait bien refuser du crédit « aux grands hommes de bonne volonté ». Cependant, diverses inquiétudes se font jour. Quelques radicaux s'inquiètent de ce fait que les socialistes se réfugiant dans une opposition tardive et habile, vont leur râfler des électeurs. Frossard publie, dans *Paris-Soir*, une lettre ouverte à Herriot, où il l'accuse de « porter à la démocratie le coup le plus rude » : « Ou bien vous vous êtes trompé avant le 11 mai et après, et l'on doit considérer comme un mea culpa votre entrée dans le ministère Poincaré, ou bien vous aviez raison, et votre capitulation est sans excuse ». Cela lui vaut d'être renvoyé par son patron; mais demain il trouvera de l'embauche à la *Volonté* au compte de Caillaux.

Romiér, dans *le Figaro*, met les gens en garde « contre les illusions que la renaissance temporaire d'un crédit superficiel pourrait engendrer ». Il marque le caractère décisif de cette expérience. Si elle échoue, « ou un cabinet socialiste, ou une solution extra-parlementaire ».

Kérislis, dans *l'Echo de Paris*, indique qu'« après Poincaré, il y a l'inconnu, l'aventure », et le *Journal* précise : « Si les vastes espoirs qu'il suscite dans le pays n'étaient pas satisfaits, c'est le régime lui-même qui serait en péril ».

Maurice Violette, proconsul du Bloc des gauches en Algérie, fait saisir *la Lutte sociale* à Alger. Manifestations à Darnetal et à Lorient. A Limoges, les pourparlers entre les porcelainiers en grève et leurs patrons échouent.

25 juillet. — A l'appel de leur gouvernement, les « possédants » répondent. Ils paient leurs impôts directs et ne font plus rembourser leurs bons. L'état de la Trésorerie française s'améliore. Mais certains milieux financiers s'inquiètent, car, en dehors des taxes indirectes qui vont faire hausser les prix, on ne connaît pas encore les projets d'assainissement et de stabilisation de Poincaré.

Dans la *Journée Industrielle* on juge utile d'indiquer à Poincaré ce qu'il doit faire : 1° Agir sur le change en ramenant en France, par la confiance, les capitaux français et étrangers; 2° Faire la déflation intérieure par des économies publiques (licenciement de fonctionnaires) et privées (restrictions), et par une manœuvre appropriée du crédit (élévation du taux de l'es-

compte). De plus, elle indique que cela n'est pas en opposition avec l'ouverture de crédits extérieurs.

C'est sans doute en liaison avec l'arrivée de Poincaré au pouvoir que Citroën, sous le fallacieux prétexte d'augmenter les salaires, renforce la taylorisation et le *sweating system*.

Le requin Tardieu, de la « *Ngoko-Sangha* », s'adjuge toutes les affaires fructueuses se rattachant à son ministère (Travaux publics, Régions libérées, Marine marchande, Aéronautique). Petite curée parmi la grande. Le kilo de pain se paie 3 francs à Nice; il est à 2 fr. 80 à Paris. La livre s'arrête à 200.

26 juillet. — Il s'avère que les projets Poincaré consisteront essentiellement en une augmentation des charges indirectes et une diminution des impôts qui frappent la fortune acquise (revenus, successions, transmissions).

Paris-Midi y voit un abandon du Plan des Experts qui disaient: « Stabilisation monétaire d'abord, condition préalable de l'équilibre budgétaire et de la Trésorerie. Le succès de Poincaré dépend uniquement de la confiance. La stabilisation est remise à plus tard. »

Hausse sur le café et le sucre. Un peu partout on signale du stockage. Manifestation grandiose au Cirque de Paris en faveur de l'Unité syndicale internationale (Cook n'a pu y assister).

La livre est à 190.

27 juillet. — Poincaré se présente devant les Chambres sous les huées des députés communistes. Il annonce ses projets et demande le rejet des interpellations. « *Ce furent les funérailles du Cartel. Nous nous sommes trouvés rajeunis de trois ou quatre ans* » jubilera *l'Echo de Paris*.

« *Ovations de la droite. Majorité de gauche silencieuse, perdue dans un rêve amer. La faillite du Cartel. La grande pénitence retombe sur ceux qui ne furent coupables de rien* », gémita tardivement *le Quotidien*. Discours de Renaud Jean. Il flétrit le Cartel. « *Vous n'avez pas le droit d'employer votre mandat pour réaliser une tâche contraire à celle que vous ont confiée vos électeurs. Vous êtes en révolte contre le pays. Allez-vous-en! Dissolution! Nous sommes au-dessous du 16 novembre, puisque, non contents de renoncer à la lutte, le chef du Cartel est passé à l'ennemi.* »

Misérables interventions socialistes sur la question du pain (Compère-Morel). Les interpellations sont rejetées par 358 voix (dont l'ancien Bloc National, la gauche radicale, 75 radicaux, 24 républicains-socialistes) contre 131 (128 socialistes et commu-

nistes, 2 radicaux héroïques, Dezarnauld et Maupoil et 1 républicain-socialiste, Fié).

Les fonctionnaires manifestent devant le Palais-Bourbon. 300 arrestations. *Paris-Midi* considère la stabilisation monétaire comme ajournée.

La Finance anglo-saxonne rappelle Poincaré à l'ordre (et les accords de Washington et de Londres!): la livre remonte à 197.

28 juillet. — Les projets Poincaré viennent en discussion devant la Commission des Finances. Ils comportent 11 MILLIARDS d'impôts nouveaux.

Poincaré exige une procédure rapide et exceptionnelle pour les débats (pas d'amendement, pas de scrutin public). A la Commission, tout le monde s'incline ou se retire. Cachin réclame l'échelle mobile. En vain. Le fameux milliard promis aux fonctionnaires se rétrécit comme la peau de chagrin (660 millions). Par contre, Poincaré promet aux parlementaires le pourboire des « 45.000 ».

Mais les projets Poincaré étant estimés insuffisants, Londres et les places continentales vendent du franc! La livre remonte à 209 francs.

A Dunkerque, Fimmen apporte aux lock-outés l'appui de l'Internationale des transports.

29 juillet. — A la Commission des finances les projets Poincaré (y compris le droit de bouleverser par décret l'administration du pays, et de licencier des fonctionnaires) est voté par 19 voix contre 13, grâce à l'absence de quelques radicaux et socialistes. On marche vers l'inflation par l'impôt. Le Parlement n'est plus qu'une machine à voter. *Paris-Midi* marque avec cynisme à quoi en sont réduits les députés capitulards:

« *On espère que ces dispositions, jointes à celles de la nouvelle procédure d'urgence qui réduit à quelques minutes le temps de la parole auront raison des résistances les plus opiniâtres. D'ailleurs, si l'on ne peut « avoir » les députés par la règle et le silence, on les aura par la faim, la soif et le sommeil, en prolongeant la nuit le débat du jour, jusqu'à l'épuisement. Bien plus! M. Poincaré a annoncé qu'il poserait sur le maintien intégral de chacun des articles du projet financier la question de confiance. Ainsi, les députés devront voter vite et tout, s'ils ne veulent pas assumer l'effroyable responsabilité d'une nouvelle crise et s'exposer à perdre, avec les 45.000, ce qui leur reste de popularité.* »

Ainsi, tandis que les députés toucheront leurs 45.000, les petits fonctionnaires recevront une aumône de 60 francs par mois.

La livre redescend à 203.

30 juillet. — La Chambre accepte le bâillon que lui présente Poincaré. Elle supprime le droit d'amendement et le scrutin public. On craignait qu'elle ne se cabre et qu'il allait falloir dépenser beaucoup d'efforts, avoue *l'Echo de Paris*. « *Il n'en fallait pas tant. La Chambre était toute bonne volonté !* » Herriot, qui combattait hier les délégations de pouvoir demandées par Caillaux, participe au ministère des décrets-lois.

Les deux fédérations postales, confédérée et unitaire, entrent en pourparlers en vue de l'unité d'action.

Conférence anglo-russe. La livre baisse légèrement.

31 juillet. — La Chambre vote l'ensemble du projet financier par 304 voix (l'ancien Bloc National moins 14 conservateurs, une cinquantaine de radicaux, 20 républicains-socialistes et 32 gauche radicale) contre 177 (126 socialistes et communistes, 12 républicains-socialistes, 31 radicaux, 7 conservateurs) et 48 abstentions (32 radicaux, 3 gauche radicale, 1 républicain-socialiste, 4 gauche républicaine démocratique et 7 conservateurs). Quelques cartellistes, comme Montigny et le socialiste Paul Boncour, se sont prudemment fait mettre en congé. Poincaré annonce la création d'une caisse de gestion des Bons, dont l'indépendance serait garantie par la loi constitutionnelle. (Office national des tabacs.) Ainsi Poincaré s'attaque à l'assainissement financier et s'oriente vers l'application du Plan des Experts, vers le système Caillaux, avec cette différence que les opérations de stabilisation avec ratification des accords des dettes interalliées sont à la fin et non au commencement de son opération.

Demain, 1^{er} août: augmentation des tarifs de métro (de 0 fr. 45 à 0 fr. 60); des tramways et des autobus (de 0 fr. 40 à 0 fr. 50).

Le prix du litre de lait passe de 1 fr. 20 à 1 fr. 30.

La livre est à 202.

*
* *

Mois d'août 1926

1^{er} août. — Le Gouvernement fait relever le taux de l'escompte de 6 à 7 1/2 p. 100. Resserrement des crédits pour obliger les détenteurs de stocks de devises et de marchandises, à les

lâcher. Le Gouvernement passe ainsi de la « confiance » à la contrainte. C'est sa première mesure monétaire. Mais elle peut engendrer la gêne et la faillite des petites et moyennes entreprises et amener des demandes de remboursement de Bons. Ainsi, Poincaré applique progressivement les suggestions des experts.

2 août. — Poincaré engage des pourparlers pour négocier des crédits avec des banques anglaises et hollandaises; aussi, envisage-t-il la ratification des accords de Londres.

La livre baisse de 19 points (de 203 à 184). Mais le ministère veut-il stabiliser, ou simplement se constituer une masse de manœuvre pour tenir le marché des changes? Le Conseil des ministres adopte le projet Poincaré sur la Caisse d'amortissement. Les ressources de cette Caisse seront: 1° les bénéfices de la vente des tabacs; 2° les taxes sur les premières mutations d'immeubles et de fonds de commerce, et les taxes sur les successions; 3° les contributions volontaires et legs (?); 4° si c'est insuffisant, une annuité budgétaire. En cas de besoin (demandes de remboursement des Bons), la Caisse pourra se faire consentir des avances par la Banque de France. (Voilà la porte ouverte à l'inflation.)

Paris-Midi signale que « *la crise financière devient économique. Nous entrons dans la crise de déflation. Demain, c'est le ralentissement général des disponibilités, la suppression progressive de la prime à l'exportation* ».

Poincaré s'apprête à traîner les parlementaires à Versailles; « *ce sera leur expiation* », dit le *Journal des Débats*.

3 août. — Poincaré prépare un troisième projet: La Banque de France sera autorisée à acheter des devises étrangères et à émettre en contre-partie de nouveaux billets (2^e porte ouverte à l'inflation, c'est le système du plafond unique, indéfiniment mobile). Depuis une semaine, chaque soir, le Gouvernement achète des livres et des dollars avec des billets fraîchement imprimés. Ainsi se forme une nouvelle masse de manœuvre, mais l'étranger qui achète des francs en disposera demain, quand il voudra faire pression sur notre monnaie.

La spéculation sur le blé devient effrénée.

4 août. — Renaud Jean propose à la Chambre, pour arrêter la spéculation sur le blé, la déclaration de la récolte et la taxation selon l'indice des prix. Sa proposition est repoussée par 345 voix contre 140. La livre tombe aux environs de 170.

Les journaux de la finance et de l'industrie commentent les événements de la manière suivante :

« C'est une panique inverse de celle d'il y a 15 jours (ministère Herriot). D'une part, commerçants et industriels, importateurs de produits étrangers, vendent des devises. Mais que se passera-t-il quand ils devront se réapprovisionner brusquement pour leurs achats? Déjà diminue le commerce d'exportation. D'autre part, hausse des prix (impôts nouveaux) et resserrement des crédits (élévation du taux de l'escompte), rendent menaçante la crise économique (faillites et chômages), qui sera d'autant plus vive que le taux de stabilisation sera plus bas et, la charge or de la dette publique en pèsera d'autant plus lourdement sur toute l'économie française. D'une troisième part, il faut que le Gouvernement comprime la poussée des prix intérieurs, sans cela les besoins de réalisation des porteurs pourraient empêcher l'aménagement de la dette flottante. »

5 août. — La Chambre vote les deux projets qui ouvrent la porte à l'inflation : 1° le projet de Caisse d'amortissement qui pourra, en cas de demandes de remboursement, se faire consentir des avances; 2° le droit pour la Banque de France d'acheter des devises étrangères.

Le 1^{er} par 394 voix contre 129 (126 communistes et socialistes, 1 radical, 1 non-inscrit, 1 républicain-socialiste), le 2^e par 342 voix contre 172 (126 communistes et socialistes, 14 républicains-socialistes, 31 radicaux, 1 non-inscrit).

Chabrun, député républicain-socialiste, fait observer que l'émission de billets en vue d'acheter des devises étrangères constitue une inflation. Si ces billets émis vont à l'étranger, ils forment un flottant redoutable; s'ils restent à l'intérieur, c'est la hausse des prix. Poincaré répond que les billets émis seront réduits par révisions semestrielles (?). Mais la vague de l'inflation et la hausse des prix ne le permettra pas. Le Gouvernement prétend demander l'autorisation d'achats non seulement pour constituer une masse de manœuvre, mais aussi pour que la Banque refuse de l'argent aux industriels qui ne lui rendraient pas leurs devises. Alors M. NICOLLE, représentant des intérêts des industriels du Nord, vient révéler les craintes et le programme de ses mandants. La revalorisation du franc diminue la valeur des stocks, augmente le loyer de l'argent, diminue les débouchés (diminution de la prime à l'exportation). Nos ressources en devises étrangères, que la Banque compte se procurer, ne peuvent venir que de l'exportation de nos produits manufacturés (car les devises des touristes étrangers sont insuf-

fisantes et les valeurs étrangères rapatriées devront être revendues par leurs possesseurs à cause de la restriction des fonds de roulement). Donc, conclut-il, « *il importe avant tout de produire davantage* », ...et de consommer moins, aurait-il pu ajouter! On saisit là, sur le vif, le plan de notre industrie lourde.

GARCHERY signale que les projets du Gouvernement annoncent à la fois des emprunts extérieurs et de l'inflation. Depuis la fin juin, l'indice des prix de gros est passé de 754 à 800, celui des prix de détail, de 544 à plus de 600. En somme, derrière la mirifique organisation du monopole des tabacs, c'est le système du plafond unique indéfiniment mobile, c'est l'inflation.

Mais la majorité n'a qu'une hâte: en finir et s'en remettre à Poincaré. La livre est à 170.

6 août. — Depuis plusieurs jours, Bokanowski et Briand mènent, à l'intérieur du Cabinet, une campagne pour la ratification des accords de Londres et de Washington. Poincaré, après avoir hésité, accepte d'en saisir le Parlement sous la pression d'offres de concours extérieurs, en cas de ratification. Henry Simon, président de la Commission des finances, est pressenti. Dans *l'Echo de Paris*, Pertinax, qui, depuis des mois fait campagne contre la ratification, s'incline (« *politique de nécessité* ») en suggérant qu'une ratification rapide des accords de Londres nous eût peut-être permis de résister à la rigueur américaine.

Ainsi, le gouvernement Poincaré, constitué en opposition aux accords Mellon et Churchill, s'appête à en réclamer la ratification.

A cette seule annonce, la livre tombe jusqu'à 157.

7 août. — Devant la vive opposition de Louis Marin (industrie lourde), de Herriot (électeurs petits-bourgeois) et de la majorité de la Chambre, Poincaré renonce à demander la ratification avant les vacances. Cette fausse manœuvre lui aliène les sympathies des grandes banques que représentent Bokanowski et d'une partie des deux Chambres. D'autre part, il avait jusqu'alors, sur le marché des changes, joui de la neutralité bienveillante de Londres et de New-York, qui pouvait maintenant s'irriter contre le franc au moment où la crise économique commence. D'ailleurs, soit aujourd'hui, soit en octobre, Poincaré devra ratifier. Mellon s'appête à « visiter » Bruxelles, Rome, Paris. La livre monte légèrement.

La Commission des finances de la Chambre ne désigne pas un rapporteur sur la question des dettes, comme le lui demandait Poincaré; mais elle nomme une sous-commission qui est

chargée de vérifier la note américaine. Par 417 voix contre 133, la Chambre déclare qu'il y a lieu de convoquer l'Assemblée nationale, en vue de donner à la Caisse d'amortissement les garanties constitutionnelles. Un amendement Renaudel restreignant les droits du Sénat, et un amendement Garchery pour la révision de la constitution monarchique, sont repoussés.

8 août. — A la suite d'une manœuvre de Tardieu contre Poincaré, Clemenceau, du fond de sa demeure vendéenne, lance une lettre ouverte au Président Coolidge, où il dénonce les intentions colonisatrices de l'Amérique, et fait appel aux souvenirs de la guerre. Cette voix d'outre-tombe ne peut exciter contre la ratification que les petits-bourgeois patriotes naïfs.

Reélection d'Arrigghi à Aulnay-sous-Bois.

La livre remonte à 163.

9 août. — Grève de solidarité des mineurs français en faveur des mineurs anglais. Coolidge répond à Clemenceau : « *Les négociations sur les dettes sont closes* », cependant que le *Journal of Commerce* parle d'un emprunt français aux Etats-Unis garanti par nos téléphones. Le groupe Marin (Union républicaine démocratique) envoie ses félicitations à Clemenceau. Au Conseil des ministres sont désignés : 1° un comité d'économies administratives (Tardieu-Marin-Poincaré); 2° un comité de restrictions et de vie chère (Barthou-Bokanowski-Queuille-Saraut).

La livre remonte à 168.

Paris-Midi signale que la fausse-manœuvre de Poincaré et les divergences au sein du Cabinet ont brisé l'élan de reprise du franc. Les importateurs et intermédiaires se sont couverts pour de nouvelles échéances. « *On rachète à la hâte ce qu'on avait vendu de même* ».

D'autre part, les cours du change ont été ramenés à un niveau où la pression des prix intérieurs commence à se faire sentir.

10 août. — Assemblée nationale à Versailles. La comédie... avant le drame! La réaction, frappée il y a deux ans dans la personne de Millerand, prend sa revanche-grâce à la trahison des chefs du Cartel.

Léon Blum oppose de façon parlementaire son système de prélèvement sur le capital, de conversion générale de la dette perpétuelle, de consolidation des valeurs à court terme, d'amortissement massif et rapide de la dette flottante au système Poin-

caré. Il annonce la crise, la « houle » des remboursements de Bons, et la hausse des prix, génératrices d'inflation. Il prévoit la nécessité, après l'échec de Poincaré, d'en venir aux projets socialistes. Poincaré, dans son exposé-réplique, l'engage vivement à n'en rien croire. Ils échangent des politesses et le Président du Conseil apprend à l'Assemblée nationale, « qui n'a point pouvoir législatif mais, ce qui est différent, pouvoir constituant », et qu'elle est convoquée simplement pour garantir l'« *autonomie* » de la Caisse d'amortissement.

Doriot démontre alors la comédie et le bluff de cette Assemblée, de ses discussions académiques et de ses votes. Il dresse un bilan-réquisitoire contre le Bloc national et contre le Bloc des gauches, dénonce les capitalistes assassins du franc, marque la responsabilité et la complicité des socialistes avec la bourgeoisie et accuse le Gouvernement de préparer la guerre civile... C'en est trop. On l'expulse.

Le projet Poincaré est voté par 371 voix contre 144 (6 sénateurs socialistes, 3 sénateurs radicaux, 6 députés radicaux, 94 députés socialistes, 3 députés républicains-socialistes, 3 députés socialistes-communistes, 28 députés communistes) et 30 abstentions (7 sénateurs radicaux et 4 sénateurs du Bloc National, 6 députés radicaux, 4 députés républicains-socialistes et 9 députés du Bloc National dont 7 conservateurs).

La livre est à 171.

AVIS AUX LECTEURS

Nous publierons dans le n° 57 des « Cahiers du Bolchévisme », un article du camarade TREINT, sur l'importante question des rapports de l'Europe et de l'Amérique et des perspectives révolutionnaires.

La grève des dockers de Dunkerque



Depuis le 11 juin, 4.500 dockers de Dunkerque sont lockoutés. Depuis plus de deux mois, là-bas, à 300 kilomètres de Paris, dans le troisième port de France, toute l'agitation, tout le mouvement, toute la vie économique semblent s'en être allés à vau-l'eau.

Le travail a cessé: et voici l'actif port de commerce hier, en léthargie aujourd'hui.

Les grues happantes sont au repos. Toutes les mécaniques aux grands bras tendus vers le ciel se rouillent. Sur les quais, mornes et déserts, restent entassés, livrés aux intempéries, les ballots de marchandises, les caisses hermétiquement closes, bardées de fer, les monticules de matières premières.

Les trains sont détournés des voies menant vers les mûles. Les navires qui, jadis, accostaient avec lenteur, passent au large, vont vers d'autres cités.

Et les ouvriers, aux casquettes enfoncées sur les yeux, cottes bleues rapiécées; les ouvriers dockers qui créaient de leurs mains et de leurs efforts, tout le rythme, tout le mouvement du port; les ouvriers multitudinaires sont maintenant remplacés par quelques gendarmes, droits, figés, serrant le fusil dans leurs mains.

« *Toute leur mécanique, toute leur électricité* — nous disait un docker — *tout cela ne vaut rien sans nous.* »

Et c'est profondément vrai. Dans la ville, les rues, les gens, les boutiques sont comme dans une ambiance d'inaction.

Le dynamisme du port, et ses quartiers de bruit, et jusqu'à ses odeurs, et sa tumultueuse agitation ont fait place à un médiocre statisme.

L'échange, le commerce, le trafic, ces artères de la société capitaliste ne fonctionnent plus.

Il a suffi que 4.500 dockers soient immobilisés, arrêtant net le chargement et le déchargement des bateaux pour que les 40.000 habitants de la cité maritime soient mi-frappés de paralysie.



C'est une lutte féroce. Un groupe d'une vingtaine de capitalistes ont décidé, après s'être formés en Comité dit de la Défense du Port, de participer à la ruine de ce qu'ils prétendaient défendre.

Les dockers, presque tous syndiqués confédérés, avaient conquis, de haute lutte, au cours de nombreuses années, des conditions de travail qu'ils avaient imposées à leurs employeurs. Ils régissaient eux-mêmes l'embauche et la débauche; ils contrôlaient la main-d'œuvre; ils exigeaient l'adhésion à l'organisation syndicale; le syndicat discutait avec le patronat de puissance à puissance; c'est lui qui réglait les conditions de salaires.

Tout marchait bien ainsi, puisque, répétons-le, Dunkerque est devenu le troisième port français. Mus par les corps craquant d'efforts, matières pre-

mières, denrées et produits fabriqués étaient hissés ou descendus des navires géants, crochetés aux bras robustes des grues qui les remettaient, avec un grincement métallique, sur les wagons ou les camions.

Vint la hausse formidable du coût de la vie. Nos camarades, par l'organe de leur syndicat, réclamèrent une augmentation de salaires appropriée.

Le patronat, après des pourparlers qu'il fit traîner en longueur, démasqua enfin ses batteries.

Il était las de la « tutelle » syndicale. Il entendait, en bon charbonnier, être maître chez lui. Il embauchait, débauchait à sa guise, selon ses préférences. Il allait assurer « la liberté du travail » en acceptant des non-syndiqués.

Aussi bien, on allait voir ce que l'on allait voir. Ces messieurs déclaraient vouloir industrialiser le port, le moderniser. De la « mécanique », on en mettrait partout. Puis l'on débaucherait. Quant à une augmentation de salaires, il était inutile d'en parler.

Jusqu'ici nos camarades avaient organisé le travail à la tâche, en commun — des sortes de commandites —; dorénavant, on travaillerait à la journée, au prix fixé par le capital; ceux qui produiraient bien pourraient toucher des primes de rendement, mais des primes fixées par les employeurs et distribuées à leur gré.

Ainsi donc, à sa base, en outre de l'augmentation de salaires réclamée, le conflit avait la lutte contre le travail en commun, la lutte contre l'organisation syndicale, et la menace de chômage du fait de l'extension du machinisme.

Les dockers de Dunkerque portaient en eux toute la tradition des vieilles et héroïques luttes des dockers de tous les ports français.

Le 11 juin, le Comité de Défense du Port prononçait le lock-out.



C'est une lutte féroce !...

La poignée de gros profiteurs qui a pu — sans risque — immobiliser tout un port à une époque où tous les augures de l'économie capitaliste ne parlent que d'augmentation de la production, — cete poignée de riches possédants a eu à son service l'armée, la police, la magistrature.

Les gendarmes ont chargé dans la foule des grévistes.

La police a arrêté les militants.

La magistrature a poursuivi.

Puis, se joignant à ces soutiens du capital, la presse régionale, et en particulier le *Nord maritime*, a fait donner ses valets de plume.

La calomnie a été répandue sur les militants. Toutes les manœuvres de division ont été tentées.

Droits, fermes, comme ils l'étaient au travail, sous les lourds fardeaux, les dockers ont résisté. Ils ont les épaules solides; ils demeureront raidis sous le vent, sous l'orage. Ils sont, comme au premier jour, 4.500.



Mais la misère est venu s'asseoir aux foyers familiaux. Il a fallu se séparer des enfants. L'exode des bambins a fait tressaillir les gars solides. C'est une lutte féroce !

La solidarité du prolétariat français s'est affirmée, de tous les coins du pays.

Mais la seule solidarité financière n'est pas suffisante. Les derniers mouvements de grève du semestre dernier nous ont démontré par leur longueur que le patronat entendait lutter avec acharnement contre les conquêtes de la classe ouvrière.

La durée des conflits de La Ferté-Macé, Larroque d'Olmes, Lille, Sainte-Marie-aux-Mines doivent être pour nous une indication utile. Château-Regnault en est à son cinquième mois de lock-out.

Grâce à une solide organisation, le patronat d'une région souffre peu d'un conflit. Il est remboursé en partie de ses pertes; il fait exécuter son travail ailleurs.

Dunkerque paralysée, la vie subsiste dans les autres ports. La solidarité capitaliste déborde même les frontières: elle est internationale. Et tant que la classe ouvrière n'opposera pas à cette solidarité capitaliste agissante, une solidarité prolétarienne tout aussi agissante, des efforts héroïques, tels ceux des 4.500 dockers de Dunkerque risqueront de ne pas donner tous leurs fruits.

C'est dans cette voie qu'il faut nous engager. C'est vers la réalisation de l'unité syndicale qu'il faut nous tourner, d'une unité syndicale reconstituée sur les bases de la lutte de classe, laquelle implique nécessairement la solidarité de classe, la solidarité dans l'action nationale et internationale.

Si Bordeaux, Marseille, Toulon, Le Havre, tous les ports, avaient débranché solidairement avec Dunkerque, nos camarades n'en seraient pas à leur dixième semaine de lock-out.

J. Raveau.



Les dangers d'extrême-gauche dans l'I. C.



Les camarades qui ne peuvent pas suivre dans tous ses détails le développement de l'Internationale communiste, et n'en ont connaissance que par les articles de journaux, ont actuellement d'énormes difficultés à se reconnaître parmi tant de « déviations », de « crises », etc... Il est particulièrement difficile de bien comprendre les « déviations d'extrême-gauche », venues ces temps derniers au premier plan de nos discussions... Que peut bien signifier « extrême-gauche »? La politique de l'I. C. ne va-t-elle pas toujours à gauche, aussi loin à gauche qu'il est possible? Pourquoi des déviations d'extrême-gauche peuvent-elles être un danger?

Pour bien débrouiller cette question, disons d'abord en deux mots comment est née l'appellation d' « extrême-gauche ».

Au cours de 1923, de graves déviations de droite se firent jour dans l'I. C. Les chefs issus de la social-démocratie les avaient apportées dans nos partis communistes. Les éléments de la base, éléments ouvriers et sains, se révoltèrent contre ce danger opportuniste. Mais ces éléments ouvriers ne pouvaient eux-mêmes exprimer leur opposition contre l'opportunisme. Et des éléments petits-bourgeois, qui, depuis l'existence des partis communistes, étaient à la tête de courants d'opposition contre la ligne suivie jusque-là, dirigèrent la réalisation de la politique de gauche de l'I. C. Quand ces éléments, appuyés sur les éléments ouvriers sains, eurent pris la direction des partis, on vit que, sous le couvert d'une politique de gauche, ils pratiquaient en fait une politique non communiste, qui s'écartait de la ligne juste tracée par l'I. C. Lorsque l'Internationale communiste attaqua cette mauvaise politique, les « gens de gauche » se défendirent en reprochant à la direction de l'I. C. son opportunisme et en se donnant comme les seuls et authentiques éléments de « gauche ». Au cours de la polémique menée contre eux, on leur donna ce qualificatif « d'extrême-gauche », c'est-à-dire de gens qui sont plus loin que la gauche.

Au V^e Congrès, le camarade Boukharine expliquait que les qualificatifs de « droite » et de « gauche » peuvent facilement induire en erreur, et qu'au lieu de caractériser les déviations par un de ces simples mots, on ferait mieux de les analyser cas par cas.

L'Internationale, depuis qu'elle est née, a eu souvent à combattre deux grands groupes de déviations: les vestiges des traditions opportunistes des partis social-démocrates, dont presque tous

nos partis communistes étaient issus, et les influences qui venaient du camp petit-bourgeois, au fond étranger au prolétariat.

Les déviations dites « d'extrême-gauche » proviennent surtout de ces dernières influences. Aujourd'hui, on peut considérer les restes des traditions social-démocrates comme à peu près complètement vaincues. Au contraire, les influences petites-bourgeoises ont encore beaucoup de force. La plupart des déviations qui se font jour actuellement dans les sections de l'I. C., aussi bien celles dites « d'extrême-gauche » que celles de droite, leur sont imputables.

Le sort fait à la petite bourgeoisie, au cours des années d'après-guerre, dans les pays impérialistes, explique que ces influences puissent exister et avoir quelque répercussion dans nos partis communistes. Le capitalisme, cherchant à se remettre de la crise profonde que la guerre a causée, ne s'est pas seulement adressé au prolétariat. Il a frappé aussi la petite bourgeoisie. La petite bourgeoisie des villes, qui était avant la guerre étroitement liée à la politique impérialiste, se trouve en plein désarroi. La petite bourgeoisie est déclassée. La partie la plus avancée de ces couches s'oriente vers une politique beaucoup plus radicale. Les éléments les plus énergiques de ces petits bourgeois enrégimentés cherchèrent à se lier au mouvement ouvrier révolutionnaire et y jouèrent un rôle important. Dans ce mouvement même, ils recherchèrent et se lièrent surtout avec les éléments déclassés du prolétariat. Ils avaient ensemble beaucoup de traits communs. Ainsi s'explique que, dans le mouvement ouvrier révolutionnaire, les influences petites-bourgeoises, très révolutionnaires d'apparence, gagnent toujours en importance, à mesure que gagnent, au cours du développement des crises capitalistes, les phénomènes de déclassement du prolétariat, et surtout le chômage. C'est aussi à ces périodes que les tendances petites-bourgeoises sont particulièrement dangereuses, parce qu'elles risquent d'arracher à la vraie politique communiste une partie des masses ouvrières conscientes et, au fond, vraiment révolutionnaires.

Les éléments petits-bourgeois « révolutionnaires » qui sont dans les partis communistes ne représentent pas personnellement un grand danger. Les éléments ouvriers sains ne sont jamais bien tentés de marcher avec eux. On les a cependant toujours vu apparaître çà et là, nous l'avons dit, au cours du développement passé de l'Internationale. Chaque fois, l'I. C. a entrepris à temps le combat contre eux et elle est toujours arrivée relativement vite à réduire ou à détruire leur influence. C'est ce qui arriva, même là où ses groupes, comme en Italie, en Allemagne, en Pologne, et récemment en France, avaient réussi à conquérir une influence décisive sur tout le parti. Maintenant, voici que réapparaît ce danger de la petite-bourgeoisie, sous la forme de déviations « extrême-gauchistes », mais cette fois avec une force bien plus grande et formant une espèce de front international.

Il faut chercher les causes de cette réapparition et de ces violentes attaques des groupes à allure révolutionnaire contre toute la

ligue de l'Internationale dans les répercussions de la stabilisation du capitalisme actuellement en cours sur la petite bourgeoisie et sur le mouvement ouvrier. De nouveaux phénomènes de déclassement se font jour dans la classe ouvrière (très longues périodes de chômage). De son côté, la petite bourgeoisie opère un changement de front. Une partie importante de cette couche, qui a vu disparaître ses espérances en une révolution qui « éclaterait » rapidement, cherche à nouveau à se lier avec le capitalisme stabilisé, qui lui offre à nouveau, dans ses organisations de briseurs de grève, dans une couche privilégiée d'employés, la possibilité d'une existence « assurée ». Les éléments petits-bourgeois, en luttant contre les fautes opportunistes issues, comme eux, de la stabilisation, ont su gagner la confiance des masses ouvrières vraiment révolutionnaires. Elles cherchent maintenant à entraîner contre la Révolution, dans l'intérêt du capital stabilisé, les groupes d'ouvriers déclassés qui se prennent à douter de la révolution rapide.

La vraie politique communiste, en cette période de stabilisation, consiste à aller chercher les masses, qui, par un sentiment tout à fait compréhensible, ne sont maintenant guère portées à penser à la Révolution. Les communistes ont pour tâche de regagner pas à pas, au cours des luttes quotidiennes, la confiance des masses. Jour après jour, ils doivent, comme dit Lénine, chercher l'anneau de la chaîne de l'histoire auquel il faut s'accrocher pour se rapprocher de la Révolution, non pas en paroles, mais en fait. C'est au milieu de cette situation difficile que les petits bourgeois attaquent cette tactique comme contre-révolutionnaire. Ce faisant, ils travaillent en fait à isoler les communistes de la masse.

C'est ainsi qu'est apparu le danger d'extrême-gauche, dont les représentants dans la direction d'un de nos P. C. les plus importants étaient des éléments notoirement petit-bourgeois. Il s'est fait jour dans trois domaines.

Les petits bourgeois à allure révolutionnaire combattirent par tous les moyens la tactique du front unique et des revendications partielles, faite pour empêcher les partis communistes de s'isoler des masses.

Ils se déclarèrent contre la politique communiste du travail dans les syndicats. Ils préconisèrent la sortie des syndicats et la création de nouvelles organisations syndicales beaucoup plus étroites.

Enfin, ils introduisirent dans les partis communistes un régime intérieur qu'on a justement baptisé le centralisme bureaucratique. Ils « purifièrent » les partis communistes de tous les éléments qui résistaient à leur politique sectaire et firent des P. C. des organisations fermées, dans lesquels les masses des ouvriers n'eurent plus aucune confiance.

Les traces de cette politique se montrèrent d'abord en Italie, où les phénomènes de déclassement à l'intérieur du prolétariat après la guerre furent les plus caractéristiques, et où la petite bourgeoisie

se repentit le plus tôt de ses péchés « révolutionnaires » et chercha à rentrer dans le sein de la grande bourgeoisie. Les fautes tactiques que commirent les éléments dirigeants du P. C. italien à ses débuts ont coûté cher au prolétariat d'Italie. Il faut reconnaître aujourd'hui ouvertement que les fautes du groupe Bordiga en Italie ont singulièrement facilité, sinon complètement amené la victoire du fascisme.

L'Allemagne fournit un autre exemple classique. Les fautes extrême-gauchistes du groupe de petits bourgeois qui prirent la direction du parti après la défaite de 1923 ont presque réduit à néant, en moins de deux ans, l'influence communiste.

En France aussi, les fautes extrême-gauchistes commises par certains éléments petits-bourgeois de la direction du parti ont diminué le crédit du communisme parmi les masses ouvrières, à une époque où le parti aurait dû prendre la tête du mouvement qui soulevait contre l'impérialisme le prolétariat français appauvri et la petite bourgeoisie des villes et des campagnes.

L'Internationale communiste a tout de suite engagé le combat contre ces déviations, partout où elles se montraient. Lorsque les éléments extrême-gauchistes, grâce aux circonstances que nous avons citées, tenaient sous leur coupe les éléments ouvriers du parti mécontents des fautes opportunistes, la lutte n'était pas facile. L'Internationale risquait de voir des groupes entiers de vrais prolétaires révolutionnaires quitter ses rangs. Mais, dès que les groupes d'ouvriers vraiment révolutionnaires du parti commencèrent à repousser d'eux-mêmes les fautes extrême-gauchistes de leurs chefs petits-bourgeois, l'I. C. put entrer en liaison avec eux et lutter avec la plus grande violence contre les fautes extrême-gauchistes. On eut vite fait de vaincre les forces d'extrême-gauche, qui n'avaient rien à voir avec le communisme. En Italie, le tournant eut lieu au printemps de 1924. Au Congrès de Livourne, à l'automne 1924, l'extrême-gauche était à peu près isolée, et l'Internationale avait conquis la majorité. En Allemagne, l'envoi de la célèbre « lettre ouverte » de l'Internationale, dirigée contre le groupe Ruth Fischer-Maslow, obtint à peu près le même résultat. En France, le parti eut lui-même la force de corriger les fautes d'extrême-gauche, et d'écarter de sa direction les éléments qui en étaient responsables.

Ainsi, les petits bourgeois, révolutionnaires d'apparence, se trouvèrent d'abord isolés. Coupés des masses ouvrières, ils durent montrer leur vrai visage et se dévoilèrent ce qu'ils sont en réalité : des forces contre-révolutionnaires n'ayant rien de commun avec le prolétariat.

Pourtant, cet isolement de l'extrême-gauche n'a pas encore amené sa complète défaite. Elle a reçu un renfort inattendu. La bourgeoisie a commencé une nouvelle offensive contre le mouvement ouvrier révolutionnaire, et c'est la bourgeoisie qui a fourni aux extrême-gauchistes l'appui dont ils avaient besoin. En dirigeant leurs attaques suivant la même ligne que suit aussi la réaction bour-

geoise, ils espèrent arriver plus vite à leur but, combattre la vraie politique bolcheviste menée par les P. C. Le grand mot d'ordre des petits bourgeois isolés, de ceux qui sont encore à l'intérieur des partis, comme de ceux qui en sont déjà exclus, c'est maintenant : contre l'Internationale, contre l'influence qu'exerce le parti russe sur le mouvement ouvrier révolutionnaire.

Cette nouvelle attaque de l'extrême-gauche, c'est-à-dire des petits bourgeois d'apparence révolutionnaire n'est pas surtout dangereuse parce qu'elle se combine avec une attaque concentrée de la réaction impérialiste contre l'U. R. S. S., mais parce qu'elle coïncide avec l'apparition de certains phénomènes dans le mouvement ouvrier, propres à faire douter de la politique bolcheviste de l'I. C. même de bons, de sérieux ouvriers révolutionnaires.

Le chômage dure et atteint des masses d'ouvriers. Des milliers d'ouvriers communistes, restés sans travail depuis des mois et des années, sont déçus de ce que la tactique communiste ne leur apporte pas de remède plus prompt. Sous la poussée de leur misère, ils sont enclins à imputer à la politique opportuniste de l'Internationale communiste l'éloignement de la Révolution.

La Révolution en Russie se développe beaucoup plus lentement que ne se l'étaient représentés beaucoup d'ouvriers européens au raisonnement un peu primitif. Les difficultés économiques de cette année leur paraissent incompréhensibles, et ils ont vite fait d'en rendre également responsable l'opportunisme du P. C. russe.

L'opposition du P. C. russe, qui se sent isolée en Russie, cherche des points d'appui dans le mouvement communiste international. Elle se tourne pour cela vers les groupes d'extrême-gauche, condamnés par l'Internationale. L'autorité que les chefs de l'opposition ont acquise au cours des années qu'ils ont passées dans le P. C. russe ou dans l'Internationale, travaillant selon la ligne juste du parti, donne à l'opposition, aux yeux de vrais ouvriers révolutionnaires des autres sections de l'Internationale beaucoup plus d'importance qu'elle n'en a en réalité. Les groupes d'extrême-gauche des P. C. étrangers, isolés déjà, s'en servent et en retirent un brillant que ne pourraient plus leur donner leurs propres forces.

Pour toutes ces raisons, le danger petit-bourgeois redevient actuellement menaçant. Tous les communistes sincères ont pour devoir d'étudier la composition véritable des éléments oppositionnels dans l'Internationale, de bien voir ce que ces forces représentent. Elles ne sont autre chose que les tentatives de la petite bourgeoisie qui revient sous l'aile du capital, maintenant que ses espoirs en une révolution rapide sont détruits, et cherche à discréditer devant les masses ouvrières, dans l'intérêt de l'impérialisme, ceux qui travaillent vraiment pour la Révolution.

A. Kurella.

respondrait aux intérêts de l'intervention capitaliste contre le pays de la dictature prolétarienne;

3° Dans la revendication de la « formation de nouvelles organisations révolutionnaires » à la place des syndicats anglais, ce qui signifierait le premier pas dans la voie de la sortie générale des syndicats, dans la voie de la politique de Schumacher dans le cadre international.

Les déviations d'extrême-droite se manifestent :

1° Dans les propositions de Zinoviev sur la grève anglaise qui ne parlent pas de diriger la grève dans les eaux politiques et qui ne proclament pas le mot d'ordre suivant : « A bas le gouvernement conservateur, vive le gouvernement ouvrier ! »

2° Dans les propositions de Zinoviev lors du coup d'Etat en Pologne indiquant seulement aux communistes polonais l'impossibilité d'une attitude de neutralité à l'égard de Pilsudski, et ne parlant pas de l'impossibilité d'un appui accordé à Pilsudski;

3° Dans les propositions de Zinoviev lors des événements chinois, qui demandent non seulement une capitulation complète devant les généraux réactionnaires, mais encore la sortie du Parti Communiste chinois du Parti *Gomindan*, ce qui signifie, en réalité, une liquidation du mouvement révolutionnaire chinois.

Dans les trois questions fondamentales du présent, dans la question des événements anglais, polonais et chinois, le point de vue de l'opposition ne fut pas un point de vue de gauche, mais un point de vue opportuniste. Par contre, le Comité Central adopta dans ces questions une position révolutionnaire bolchévique.

En passant au trotskisme, Zinoviev ne viole pas seulement les décisions du Parti Communiste de l'Union Soviétique, mais aussi celles de l'Internationale Communiste.

Le V° Congrès de l'Internationale Communiste constatait expressément :

« Que l'opposition dans le Parti Communiste de l'Union Soviétique a été soutenue par des groupements dans les autres partis (dans le parti polonais ainsi que dans les partis allemand et français) qui sont, tout comme cette opposition, l'expression des déviations opportunistes de droite de ces partis. »

Le V° Congrès mondial adopta, dans une résolution spéciale sur la question russe, les décisions suivantes :

a) De confirmer au nom du V° Congrès mondial de l'Internationale Communiste les résolutions de la XIII^e Conférence du Parti et du XIII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, qui condamnent la plate-forme de l'opposition, et son activité comme menaçant l'unité du Parti et, par conséquent aussi, la dictature du prolétariat dans l'Union Soviétique.

b) Les résolutions de la XIII^e Conférence et du XIII^e Congrès du Parti devront être adjointes à cette décision et publiées comme décisions du V° Congrès de l'Internationale Communiste.

La résolution du XIII^e Congrès, qui fut adoptée comme décision de l'Internationale Communiste, déclare :

« Que nous avons affaire dans l'opposition actuelle, non seulement

avec une tentative de révision du bolchévisme, non seulement avec une déviation directe du léninisme, mais aussi avec une déviation nettement petite-bourgeoise. Il ne fait aucun doute que cette opposition reflète objectivement la pression de la petite-bourgeoisie sur les positions du Parti prolétarien et sur sa politique. On commence à interpréter, dans un sens élargi, en dehors du Parti, les principes de la démocratie intérieure dans le Parti comme un affaiblissement de la dictature du prolétariat et une extension des droits politiques de la nouvelle bourgeoisie. »

Par sa déclaration formelle selon laquelle « l'opposition de l'année 1923 avait complètement raison » et qu'il collaborerait « sérieusement et longtemps » avec les trotskistes, Zinoviev a violé les décisions de l'Internationale Communiste et fait le premier pas dans la voie de la liquidation du V° Congrès mondial.

Le passage au trotskisme signifie en même temps le passage à Radek, la justification ultérieure de la politique de droite du Comité Central allemand de 1923. En outre, Zinoviev s'est allié au semi-menchévick Medvedev qui accuse les partis de l'Internationale Communiste d'être composés d'une valetaille petite-bourgeoise et demande le retour à la social-démocratie.

La nouvelle opposition dans le Parti Communiste de l'Union Soviétique s'efforce de constituer un bloc de tous les groupes antiléninistes dans l'Internationale Communiste, du groupe Korsch-Urbahns et Ruth Fischer, jusqu'à Souvarine et les extrême-droite.

L'Internationale Communiste a le devoir de défendre les bases de sa politique, les décisions de ses Congrès et son unité internationale contre ces attaques de la nouvelle opposition.

Tous les communistes, particulièrement les ouvriers de gauche qui veulent appliquer honnêtement une politique révolutionnaire, comprendront que l'opposition dirigée par les camarades Zinoviev et Trotski défend, dans les questions internationales, non pas une tendance de gauche, mais une tendance nettement de droite et opportuniste. La politique actuelle de Zinoviev signifie la révision du léninisme international, le retour à la politique de la défaite allemande d'octobre 1923.

VI

CONCLUSIONS

Etant donnés ces faits, le Comité Central du Parti Communiste allemand décide :

1° D'approuver, sans réserve, les décisions de l'Assemblée plénière et du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique;

2° De répandre et d'expliquer, ces décisions, au sein du Parti Communiste Allemand;

3° De demander aux membres du Parti Communiste Allemand d'engager une lutte énergique contre la nouvelle opposition qui constitue un groupement sans principe et veut imposer au Parti Communiste de l'Union Soviétique et à l'Internationale Communiste, sous le couvert d'une phraséologie gauchiste, une politique de droite;

4° De se solidariser complètement avec les mesures prises par le

se repentit le plus tôt de ses péchés « révolutionnaires » et chercha à rentrer dans le sein de la grande bourgeoisie. Les fautes tactiques que commirent les éléments dirigeants du P. C. italien à ses débuts ont coûté cher au prolétariat d'Italie. Il faut reconnaître aujourd'hui ouvertement que les fautes du groupe Bordiga en Italie ont singulièrement facilité, sinon complètement amené la victoire du fascisme.

L'Allemagne fournit un autre exemple classique. Les fautes extrême-gauchistes du groupe de petits bourgeois qui prirent la direction du parti après la défaite de 1923 ont presque réduit à néant, en moins de deux ans, l'influence communiste.

En France aussi, les fautes extrême-gauchistes commises par certains éléments petits-bourgeois de la direction du parti ont diminué le crédit du communisme parmi les masses ouvrières, à une époque où le parti aurait dû prendre la tête du mouvement qui soulevait contre l'impérialisme le prolétariat français appauvri et la petite bourgeoisie des villes et des campagnes.

L'Internationale communiste a tout de suite engagé le combat contre ces déviations, partout où elles se montraient. Lorsque les éléments extrême-gauchistes, grâce aux circonstances que nous avons citées, tenaient sous leur coupe les éléments ouvriers du parti mécontents des fautes opportunistes, la lutte n'était pas facile. L'Internationale risquait de voir des groupes entiers de vrais prolétaires révolutionnaires quitter ses rangs. Mais, dès que les groupes d'ouvriers vraiment révolutionnaires du parti commencèrent à repousser d'eux-mêmes les fautes extrême-gauchistes de leurs chefs petits-bourgeois, l'I. C. put entrer en liaison avec eux et lutter avec la plus grande violence contre les fautes extrême-gauchistes. On eut vite fait de vaincre les forces d'extrême-gauche, qui n'avaient rien à voir avec le communisme. En Italie, le tournant eut lieu au printemps de 1924. Au Congrès de Livourne, à l'automne 1924, l'extrême-gauche était à peu près isolée, et l'Internationale avait conquis la majorité. En Allemagne, l'envoi de la célèbre « lettre ouverte » de l'Internationale, dirigée contre le groupe Ruth Fischer-Maslow, obtint à peu près le même résultat. En France, le parti eut lui-même la force de corriger les fautes d'extrême-gauche, et d'écarter de sa direction les éléments qui en étaient responsables.

Ainsi, les petits bourgeois, révolutionnaires d'apparence, se trouvèrent d'abord isolés. Coupés des masses ouvrières, ils durent montrer leur vrai visage et se dévoilèrent ce qu'ils sont en réalité : des forces contre-révolutionnaires n'ayant rien de commun avec le prolétariat.

Pourtant, cet isolement de l'extrême-gauche n'a pas encore amené sa complète défaite. Elle a reçu un renfort inattendu. La bourgeoisie a commencé une nouvelle offensive contre le mouvement ouvrier révolutionnaire, et c'est la bourgeoisie qui a fourni aux extrême-gauchistes l'appui dont ils avaient besoin. En dirigeant leurs attaques suivant la même ligne que suit aussi la réaction bour-

geoise, ils espèrent arriver plus vite à leur but, combattre la vraie politique bolcheviste menée par les P. C. Le grand mot d'ordre des petits bourgeois isolés, de ceux qui sont encore à l'intérieur des partis, comme de ceux qui en sont déjà exclus, c'est maintenant : contre l'Internationale, contre l'influence qu'exerce le parti russe sur le mouvement ouvrier révolutionnaire.

Cette nouvelle attaque de l'extrême-gauche, c'est-à-dire des petits bourgeois d'apparence révolutionnaire n'est pas surtout dangereuse parce qu'elle se combine avec une attaque concentrée de la réaction impérialiste contre l'U. R. S. S., mais parce qu'elle coïncide avec l'apparition de certains phénomènes dans le mouvement ouvrier, propres à faire douter de la politique bolcheviste de l'I. C. même de bons, de sérieux ouvriers révolutionnaires.

Le chômage dure et atteint des masses d'ouvriers. Des milliers d'ouvriers communistes, restés sans travail depuis des mois et des années, sont déçus de ce que la tactique communiste ne leur apporte pas de remède plus prompt. Sous la poussée de leur misère, ils sont enclins à imputer à la politique opportuniste de l'Internationale communiste l'éloignement de la Révolution.

La Révolution en Russie se développe beaucoup plus lentement que ne se l'étaient représentés beaucoup d'ouvriers européens au raisonnement un peu primitif. Les difficultés économiques de cette année leur paraissent incompréhensibles, et ils ont vite fait d'en rendre également responsable l'opportunisme du P. C. russe.

L'opposition du P. C. russe, qui se sent isolée en Russie, cherche des points d'appui dans le mouvement communiste international. Elle se tourne pour cela vers les groupes d'extrême-gauche, condamnés par l'Internationale. L'autorité que les chefs de l'opposition ont acquise au cours des années qu'ils ont passées dans le P. C. russe ou dans l'Internationale, travaillant selon la ligne juste du parti, donne à l'opposition, aux yeux de vrais ouvriers révolutionnaires des autres sections de l'Internationale beaucoup plus d'importance qu'elle n'en a en réalité. Les groupes d'extrême-gauche des P. C. étrangers, isolés déjà, s'en servent et en retirent un brillant que ne pourraient plus leur donner leurs propres forces.

Pour toutes ces raisons, le danger petit-bourgeois redevient actuellement menaçant. Tous les communistes sincères ont pour devoir d'étudier la composition véritable des éléments oppositionnels dans l'Internationale, de bien voir ce que ces forces représentent. Elles ne sont autre chose que les tentatives de la petite bourgeoisie qui revient sous l'aile du capital, maintenant que ses espoirs en une révolution rapide sont détruits, et cherche à discréditer devant les masses ouvrières, dans l'intérêt de l'impérialisme, ceux qui travaillent vraiment pour la Révolution.

A. Kurella.

LA DISCUSSION DANS LE PARTI RUSSE



Léningrad contre l'opposition

Résolution des fonctionnaires de l'organisation de Léningrad sur les décisions de l'Assemblée plénière du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle du Parti Communiste de l'Union Soviétique.

Après avoir entendu le rapport de Boukharine, sur les résultats de l'Assemblée plénière du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle, l'Assemblée des fonctionnaires de l'organisation de Léningrad constate qu'au cours de l'année écoulée, l'Union Soviétique, sous la direction de notre parti et de son Comité Central, a constamment progressé, malgré les difficultés économiques momentanées, dans la voie du développement économique, de la croissance du rôle des éléments socialistes dans la vie économique du pays, et du renforcement de la dictature du prolétariat ainsi que du rôle dirigeant du prolétariat l'égard de la paysannerie.

L'assemblée a pris connaissance des difficultés immenses que notre Parti et son Comité Central léniniste ont eu à surmonter dans la direction de la dictature du prolétariat et de la vie du pays. Cette direction se réalise dans des conditions où, à côté de la croissance du socialisme, croissent également les éléments capitalistes dans le pays et où, parallèlement à l'activité croissante du prolétariat, on assiste également à une croissance de l'activité politique des couches bourgeoises et petites-bourgeoises de la population. Dans ces conditions, le Parti devait compter dans son travail sur des difficultés intérieures, étant donné que se produisent souvent dans le Parti des déviations qui reflètent objectivement la pression de couches non prolétariennes sur notre Parti. Aussi l'assemblée plénière du Comité Central consacre-t-elle toute son attention non seulement à toute une série de questions de la plus haute importance de la vie économique du pays (rassemblement des céréales, crise du logement, mouvement ouvrier international), mais aussi à l'activité fractionnelle de l'opposition et la combatte énergiquement. L'assemblée constate que l'opposition, non seulement n'a pas cessé sa lutte contre le Parti après le XIV^e Congrès, mais l'a, au contraire, renforcée. Elle a employé des méthodes de lutte absolument inouïes, elle alla jusqu'à réunir des assemblées illégales, à organiser des conspirations en face du parti et faire de fausses déclarations devant les instances suprêmes du Parti, devant la Commission Centrale de Contrôle. L'assemblée constate l'attitude inadmissible de l'opposition qui a utilisé l'appareil du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste pour l'organisation de sa fraction, et approuve complètement la décision de l'assemblée plénière du Comité Central concernant la révocation du camarade Zinoviev, qui porte devant le parti la responsabilité de l'appareil de l'Internationale Communiste, de son poste de membre du Bureau Politique.

L'Assemblée constate avec regret que l'opposition s'éloigne de plus en plus du point de vue idéologique du parti et adopte actuellement une plate-forme particulière dans toute une série de questions extrêmement importantes de la politique extérieure et intérieure, une plate-forme qui, dans son essence, représente une déviation complète des principes léninistes. L'Assemblée souligne tout particulièrement le manque de principes politiques du camarade Zinoviev et de ses partisans qui, à l'époque de la dernière discussion, accusaient sans raison la majorité du Comité Central de semitrotskisme et sont retombés actuellement, sur les principales questions, dans le point de vue du trotskisme. L'opposition manifeste de plus en plus son scepticisme à l'égard du caractère socialiste du développement de notre pays et passe de la négation de ce caractère socialiste au scepticisme concernant le caractère prolétarien de l'Etat soviétique. D'autre part, l'opposition n'a pas compris le mot d'ordre de l'animation des Soviets et a donné une appréciation complètement fautive des résultats des dernières élections. Elle ne tient aucun compte des résultats considérables obtenus dans la voie de la participation véritable des masses ouvrières et paysannes à la construction socialiste et tombe dans une panique devant le fait que l'activité politique de la bourgeoisie rurale s'est développée.

Dans les questions organiques du parti, l'opposition s'est complètement éloignée du léninisme et s'est inspirée d'une conception qui considère le parti comme un amalgame de fractions légalisées ayant un contenu idéologique différent. Elle constitua à l'intérieur du parti un bloc opposé au parti, qui groupe dans ses rangs les partisans du trotskisme, de la nouvelle opposition et des éléments de la soi-disant « opposition ouvrière » de Chiliapnikov et de Medvedev. Sous le masque de la phraséologie gauchiste, les représentants de l'opposition ont constitué un front unique avec les éléments de droite semi-menchéviki du Parti qui demandaient la liquidation de l'Internationale Communiste, l'abandon des positions économiques fondamentales de notre pays au capital étranger et l'établissement de la démocratie politique de notre pays. Extrêmement symptomatique est le fait que les adhérents de l'opposition trotskiste commencent à faire circuler des bruits sur l'existence de deux partis dans notre pays et sur la légalisation des fractions intérieures du parti comme une préparation à la légalisation de différents partis politiques.

Dans la politique économique, l'opposition a adopté un point de vue anti-léniniste dans la question de l'industrialisation de notre pays en traitant la question de telle sorte et en proposant pour l'industrialisation de notre pays de telles méthodes, qu'elle mènerait inévitablement à la dissolution du bloc ouvrier et paysan, et à la disparition des bases de l'Etat prolétarien.

L'opposition a essayé de porter la décomposition dans les rangs de notre parti en proclamant, dans les questions du mouvement international actuel, des idées anti-léninistes. L'opposition s'est écartée de l'appréciation de la situation économique et politique actuelle comme étant une stabilisation momentanée du capitalisme et revisa en fait la tactique du front unique en proposant la sortie du comité anglo-russe. Quoiqu'elle agisse, dans ce domaine, sous le masque de la phraséologie gauchiste, l'opposition devient pratiquement le point de ralliement de tous les éléments d'extrême-gauche du type Korsch comme des éléments d'extrême-droite du type Souvarine.

C'est pourquoi l'assemblée des fonctionnaires de Léningrad ap-

prouve complètement les décisions de la dernière séance du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle, ainsi que l'application de mesures énergiques contre l'activité scissionniste de l'opposition et promet au Comité Central d'appuyer toutes les mesures qui seront nécessaires pour maintenir l'unité léniniste et la discipline dans les rangs de notre parti. Ce n'est que si l'unité et la discipline sont assurées que le parti réussira à surmonter toutes les difficultés qui entravent notre travail de construction socialiste. En même temps, l'assemblée souligne la nécessité d'une application énergique et conséquente de la démocratie à l'intérieur du Parti. Toutefois, par démocratie elle n'entend nullement la liberté de l'activité fractionnelle, mais un travail sérieux et systématique en vue de renforcer l'activité et la conscience de la masse des adhérents du parti et en vue de gagner au Parti de nouvelles forces et de renforcer l'éducation léniniste du Parti.

Vive le parti uni de Lénine !

Vive le Comité Central du parti communiste de l'U. R. S. S.



Résolution sur les résultats des élections aux Soviets

(Adoptée le 26 juillet 1926, par la séance plénière du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle du P. C. de l'Union Soviétique, sur la base du rapport de Molotov.)

I

LE CARACTÈRE ET LA SIGNIFICATION DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

1° Les élections aux soviets de 1926 constituent la première grande campagne électorale depuis la cessation de la guerre civile et depuis le renforcement de la dictature prolétarienne. Pour la première fois depuis la guerre mondiale, les principaux groupements sociaux des électeurs de la ville et de la campagne sont entrés ouvertement en scène. D'autre part, les élections se sont déroulées dans une période d'activité croissante des masses laborieuses;

2° Comme précédemment, la classe ouvrière a, là encore, la première place au point de vue de l'activité. En comparaison avec la dernière campagne électorale, l'activité des ouvriers et particulièrement des membres des syndicats s'est accrue, quoique d'une façon relativement peu considérable. (Le nombre des ouvriers syndiqués qui ont vraiment participé aux élections s'est élevé dans la R. S. F. S. R. de 52 à 55 p. 100 de tous les ouvriers organisés syndicalement.) Cela s'explique par le fait que, dans les circonstances actuelles, aucun danger immédiat n'existant de la part des adversaires de la dictature prolétarienne, les organisations du parti et autres n'accordent pas une attention suffisante aux élections dans les centres ouvriers; puis parce que le travail dans les soviets urbains n'est pas encore suffisant et, enfin, parce que les principaux efforts des ouvriers sont consacrés au travail des organisations syndicales et économiques du parti;

3° Dans les villes, la participation aux élections des couches prolétariennes non organisées syndicalement (femmes d'ouvriers, chômeurs, ouvriers non organisés, etc.) et des couches laborieuses de la petite-bour-

geoisie (petits artisans, etc., etc.), s'est considérablement élevée. L'augmentation du pourcentage de leur participation à la campagne électorale (dans la R. S. F. S. R., ce pourcentage s'est élevé, par rapport à la campagne électorale de 1924-25, de 24 à 37) est particulièrement remarquable étant donné que leur activité dans les précédentes campagnes électorales était tout à fait insignifiante;

4° Dans les villages, la campagne électorale refléta d'une façon générale l'amélioration de la situation économique. Cela se manifesta dans l'augmentation de la participation des paysans aux élections (le nombre des paysans qui participèrent aux élections dans la R. S. F. S. R. s'éleva de 41 à 47 p. 100). C'est principalement parmi les paysans moyens que cette augmentation a été la plus forte. Les paysans moyens se sont considérablement rapprochés des paysans pauvres. Ces derniers, ainsi que les ouvriers agricoles, ont toujours montré une activité insuffisante. Le travail parmi les paysans pauvres qui, jusqu'à présent, a été très insuffisant et n'a pu être renforcé que dans un petit nombre de régions, a déjà eu cependant pour résultat l'accroissement de l'activité des paysans pauvres. D'autre part, les paysans riches furent obligés de renoncer, dans la plupart des cas, à la défense ouverte de leurs intérêts de classe, à abandonner leur politique hostile au régime soviétique et à se réfugier dans une politique consistant à masquer leurs tentatives sous les mots d'ordre de « défense des intérêts des paysans pauvres » et de « l'égalité révolutionnaire »;

5° La campagne électorale a accentué le pivot des différentes couches sociales de la ville et de la campagne et montré que la classe ouvrière et la paysannerie se groupent plus fermement que jamais autour des soviets. Elle fit ressortir les difficultés apparues dans les nouvelles conditions du travail des soviets et les erreurs commises dans l'exercice du rôle de direction du Parti. C'est pourquoi, les élections aux soviets de 1926 sont d'une importance extraordinaire puisqu'elle sont une application pratique de la politique d'animation des soviets et de la légalité révolutionnaire. Les résultats de cette première campagne électorale générale, depuis l'application de la politique d'animation des soviets, doivent être étudiés avant tout du point de vue du renforcement de la dictature prolétarienne sur la base du développement de la démocratie soviétique.

II

L'ANIMATION DES SOVIETS. LA DICTATURE PROLÉTARIENNE ET LA DIRECTION DU PARTI COMMUNISTE

6° La politique d'animation des soviets, en tant que mesure destinée à contribuer au développement de la démocratie soviétique, doit reposer sur le principe aux termes duquel les prolétaires et les paysans semi-prolétaires doivent rester « la seule base permanente de tout l'appareil d'Etat ». (Voir le programme du P. C. de l'Union Soviétique.) Non seulement cela n'exclut pas la nécessité d'une participation véritable et de plus en plus large de la masse principale de la paysannerie au travail de construction soviétique, mais la suppose même dans les conditions du renforcement de la puissance soviétique.

Dans la période actuelle, étant donné le renforcement de la base matérielle de la dictature prolétarienne (l'industrie d'Etat se transforme de plus en plus en base décisive de l'ensemble du système économique

du pays) et l'accroissement numérique du prolétariat, étant donné le renforcement considérable de tout le système soviétique et, enfin, du parti communiste lui-même qui dirige la dictature prolétarienne, cette tâche est d'une importance considérable pour la dictature prolétarienne. C'est pourquoi, il faut actuellement souligner tout particulièrement la nécessité du renforcement de l'alliance entre le prolétariat et la classe paysanne. « Le principe fondamental de la dictature prolétarienne est le maintien de l'alliance entre le prolétariat et la classe paysanne pour permettre au prolétariat de conserver son rôle dirigeant. » (*Lénine.*) Il en résulte la nécessité de la création autour du parti, dans les villages, d'un vaste cercle actif composé de paysans pauvres et de paysans moyens;

7° L'alliance entre le prolétariat et la classe paysanne ne pourra devenir un ferme soutien de la dictature du prolétariat que si, dans cette alliance, le rôle dirigeant est vraiment assuré au prolétariat. C'est pourquoi, la politique d'animation des soviets, en tant que véritable politique prolétarienne de classes, suppose le renforcement de l'activité indépendante et de l'esprit d'organisation du prolétariat et, en particulier, sa plus grande participation possible aux élections aux soviets et à l'ensemble de l'activité soviétique. Aussi, ne peut-on pas apprécier la signification politique de la campagne électorale uniquement sur la base des chiffres absolus des participants aux élections, mais en recherchant dans quelle mesure s'est accrue la participation de la partie prolétarienne des électeurs au travail des soviets (on entend par partie prolétarienne tant le prolétariat urbain que le prolétariat rural) et dans quelle mesure s'est accrue l'importance quantitative et qualitative des ouvriers et ouvrières élus aux soviets et leur participation au travail de ces soviets;

8° La politique d'animation des soviets tend à liquider définitivement les survivances de l'influence politique exercée par les éléments bourgeois (*Nepman*, paysans riches, intellectuels bourgeois) sur les masses laborieuses. Seule, une telle application de la politique d'animation des soviets peut être reconnue comme juste par le parti, car elle renforce la lutte organisée des travailleurs eux-mêmes contre toutes les tentatives politiques de tels ou tels éléments de la bourgeoisie de soumettre les masses à leur influence, et mène, par conséquent, à l'isolement définitif des éléments bourgeois dans le pays. En relation avec la campagne électorale qui manifesta l'activité croissante des couches petites-bourgeoises de la campagne et des villes, apparaît la nécessité d'éclairer les masses sur toutes les actions politiques, tant ouvertes que cachées, entreprises par les éléments bourgeois, de démasquer devant elles ces actions et de combattre impitoyablement toute tentative idéologique et politique (par exemple, les tentatives de mener la propagande de leur idéologie réactionnaire par la publication d'une littérature « favorable au régime des soviets » dans le genre de la revue qui a été interdite *La Russie Nouvelle*, ainsi que l'utilisation d'un certain nombre d'organisations économiques, culturelles et religieuses, contre les intérêts de la dictature prolétarienne, en particulier dans les Républiques nationales où la couche prolétarienne de la population est très faible numériquement);

9° Dans les conditions de la nouvelle politique économique, étant donné le rétablissement partiel des rapports capitalistes et le développement des exploitations paysannes et industrielles sur la base petite-bourgeoise, de nouvelles tentatives des partis politiques petits-bourgeois

(menchévik et socialistes révolutionnaire) de rétablir leurs organisations et leur influence sont inévitables. Actuellement, ces tentatives de conquérir un droit d'existence sous une forme voilée quelconque d'utilisation de la politique d'animation des soviets (et aussi des coopératives, etc...) sont possibles. Parmi ces tentatives, il faut mentionner, par exemple, l'agitation contre-révolutionnaire en faveur de la création de partis et de syndicats paysans, qui s'opposeraient inévitablement au prolétariat et au Parti communiste. D'autre part, sont possibles également d'autres tentatives de lancer un néo-menchévisme sous une enveloppe en apparence « purement prolétarienne » et de faux mots d'ordre « gauchistes » qu'on opposerait, naturellement, à la politique du Parti communiste. Des tentatives de reconstitution des partis nationalistes petits-bourgeois sont également inévitables. C'est pourquoi, le parti communiste doit continuer à consacrer toute son attention, non seulement à l'amélioration de la situation économique de la classe ouvrière, mais aussi à l'amélioration de la situation économique de la classe paysanne pour supprimer ainsi les racines économiques des oscillations politiques des masses des paysans petits propriétaires. Il doit lier les mesures économiques à une lutte impitoyable et systématique contre toute déviation politique petite-bourgeoise de quelque côté qu'elle vienne et sous quelque forme qu'elle se manifeste. Le parti communiste et le pouvoir soviétique doivent s'opposer énergiquement à la formation de groupements politiques petits-bourgeois se proposant le retour au capitalisme et s'efforçant de ramener le pays sous la puissance bourgeoise, ce qui en fait, en réalité, des auxiliaires et des instruments directs du capitalisme international;

10° Etant donné ce danger de nouvelles tentatives de résurrection de la politique petite-bourgeoise, la question de l'impossibilité d'admettre l'existence de plusieurs partis politiques dans les conditions de la dictature prolétarienne, surtout quand le parti pratique une politique de développement de la démocratie soviétique, est posée avec une pleine clarté. L'existence de plusieurs partis politiques et de la lutte qui en résulterait pour le pouvoir n'aurait d'autre résultat que de détruire l'alliance si chèrement acquise entre le prolétariat et la classe paysanne. Cela signifierait la désagrégation complète des bases les plus importantes de la dictature prolétarienne. L'existence d'une lutte entre différents partis politiques (ainsi qu'entre des fractions nettement délimitées à l'intérieur d'un seul parti) est incompatible avec la dictature du prolétariat et ne signifierait rien d'autre, en réalité, que la résurrection de la démocratie bourgeoise. Dans les conditions de la dictature prolétarienne, nous ne reconnaissons pas le terrain du parlementarisme, cette forme ordinaire de la légalité bourgeoise (*Lénine*). L'expérience de la révolution prolétarienne de notre pays a pleinement confirmé ce principe de développement de la dictature prolétarienne;

11° Le fait que le parti communiste est devenu, au cours de la révolution prolétarienne, le chef incontesté de la dictature prolétarienne est une immense conquête historique du prolétariat et, en même temps, une des conditions les plus importantes de la victoire de la révolution prolétarienne. Ce fait montre en même temps comment doit être constitué le parti communiste, le parti de la victoire du socialisme. Il doit être capable de pratiquer une juste politique révolutionnaire prolétarienne; il doit pénétrer avant tout dans les larges masses laborieuses et, enfin, savoir unir une discipline de fer avec une véritable démocratie à l'intérieur du parti. Le développement de la démocratie soviétique suppose que l'avant-garde organisée et le chef de la dictature prolétarienne

à savoir le parti du prolétariat, doit s'engager lui-même le premier dans la voie d'un développement d'une véritable démocratie intérieure tout en maintenant et en renforçant sa discipline de fer, son unité inébranlable et la fermeté prolétarienne de ses rangs. Ce n'est qu'en tant que parti uni et en tant que seul chef et dirigeant de la dictature prolétarienne que le parti communiste peut assurer la victoire de la révolution prolétarienne;

12° Le seul parti dans le pays de la dictature prolétarienne, le parti communiste, doit cependant travailler activement à faire participer de plus en plus les ouvriers et les paysans sans parti à l'ensemble de l'œuvre de construction socialiste. Dans les circonstances actuelles, la lutte contre la bureaucratie dans l'appareil de l'Etat, contre les nombreuses survivances bureaucratique-bourgeoises et contre leur influence dans tous les domaines, la lutte pour l'amélioration et la transformation de l'appareil d'Etat constitue l'une des tâches fondamentales de notre parti. Pour cela, il est nécessaire que le parti communiste fasse participer les ouvriers et les paysans sans parti au travail de construction soviétique et qu'il place les plus actifs et les plus dévoués d'entre eux aux postes dirigeants de l'appareil d'Etat. Dans cette voie, il faut s'efforcer de créer une confiance réciproque et un contrôle des membres du parti par les sans parti et des derniers par les premiers. Ce n'est que de cette manière et que si le parti manifeste la plus grande compréhension possible pour les besoins des masses et se rapproche d'elles par leur participation pratique au travail de construction socialiste, ce n'est que s'il réussit à trouver et à appliquer les meilleures formes organiques d'activité soviétique et relie à cette activité le travail des autres organisations de masses (en premier lieu des syndicats, des conférences de production, des coopératives, etc., etc...), qu'il pourra renforcer de plus en plus son travail dans la voie de la construction du socialisme.

III

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS

13° Le principal résultat de la campagne électorale consiste en ce que cette campagne a pleinement confirmé la justesse de la politique adoptée par la XIV^e conférence du Parti. Ce fait s'est exprimé par l'accroissement incontestable de l'autorité et de l'influence du parti dans les masses ouvrières et paysannes. Etant donnée la politique adoptée par les ouvriers et les paysans sans parti au travail soviétique, une certaine diminution du pourcentage des communistes était inévitable, particulièrement dans les soviets où ce pourcentage était jusqu'alors le plus élevé (par exemple, dans les soviets de villes). Malgré cela, comme résultat des dernières élections, le rôle dirigeant du parti dans les soviets, non seulement n'a pas été affaibli, mais a été, au contraire, incontestablement renforcé, ce qui est confirmé par le fait que la campagne électorale a prouvé l'inexistence de l'influence et même la banqueroute complète des partis petits-bourgeois;

14° L'accroissement de l'activité des masses lors des dernières élections, s'est manifesté dans la participation au travail de construction soviétique de nouvelles couches laborieuses de la classe ouvrière, de la paysannerie, des petits artisans, des employés et des instituteurs. Le chiffre total de ceux qui participèrent aux élections s'est fortement

accru depuis les dernières élections et s'est élevé, rien que dans la R. S. F. S. R., de 17 à 19,5 millions. La première vaste campagne électorale a confirmé que malgré toutes les criaileries de la réaction petite-bourgeoise sur « la mort des soviets » (soi-disant à cause de leur homogénéité de classe) on a assisté, incontestablement, au début d'une animation des soviets;

15° La campagne électorale a souligné que la tâche de l'exécution juste et de la direction politique de la campagne électorale s'est considérablement compliquée. Par conséquent et malgré que nous soyons déjà éloignés de la fin de la campagne électorale, il faut considérer que la discussion de ces résultats a été insuffisante, tant dans les différentes organisations du parti que dans la presse périodique, et même très faible dans la majorité des cas. On a insuffisamment apprécié et expliqué les résultats politiques des élections, de même qu'on n'a pas réuni de données statistiques sérieuses permettant de fournir un tableau exact de la lutte de classe et des tendances politiques et sociales qui se sont manifestées au cours de la campagne électorale;

16° Sur la base de l'activité croissante de la masse principale de la paysannerie, particulièrement des paysans pauvres, et de la confiance croissante manifestée à l'égard du pays, sont apparues au village des conditions plus favorables pour la création d'un bloc des paysans moyens et des paysans pauvres contre les paysans riches. Des succès ont été obtenus dans le domaine de la constitution d'un cercle actif de paysans sans parti autour du parti et des soviets. Il en résulte pour notre parti, dans la période actuelle, des tâches et des difficultés particulièrement importantes pour les raisons suivantes :

a) Les organisations du parti au village ne sont pas encore suffisamment préparées au travail de formation d'un cercle actif de paysans sans parti et c'est pourquoi l'activité croissante de la masse principale de la paysannerie n'est pas suffisamment organisée par notre parti;

b) Etant donné que la croissance de l'activité des ouvriers agricoles et des paysans pauvres se poursuit lentement, plus lentement que la croissance de l'activité des autres couches villageoises, il arrive souvent que ces deux premières catégories de la population paysanne jouent encore un rôle insignifiant dans l'ensemble de la population paysanne. Par conséquent, l'occupation par des paysans pauvres et des ouvriers agricoles de postes responsables dans les soviets (ainsi que dans les coopératives, dans les comités de secours des paysans et autres organisations) se poursuit plus lentement que dans les couches de paysans moyens;

17° Dans les villes, la participation des couches prolétariennes inorganisées et des couches laborieuses de la petite-bourgeoisie s'est grandement élevée par rapport aux élections précédentes. D'autre part, si l'on tient compte de l'attention insuffisante accordée par le parti et les autres organisations prolétariennes aux élections dans les centres ouvriers, la participation des couches ci-dessus indiquées à la représentation dans les soviets urbains s'est sensiblement accrue. Ce fait mérite une attention particulière, surtout en ce qui concerne les soviets des villes à population prolétarienne peu considérable;

18° En ce qui concerne le rôle dirigeant du parti, il faut accorder une attention particulière au fait que les organisations du parti dans les villages se sont beaucoup mieux préparées à la dernière campagne électorale qu'aux élections partielles qui eurent lieu l'année dernière.

On a obtenu des succès incontestables dans le domaine de la préparation et de l'amélioration de la technique électorale (assemblées électorales plus fréquentes, fixation à l'avance des candidats, règlement électorale).

Toutefois, il y a encore beaucoup de lacunes dans ce domaine : Malgré une amélioration sensible des méthodes de direction de la part des organisations locales, particulièrement dans les villages (renonciation aux méthodes de commandement et de domination à l'égard des soviets) on a souvent exagéré dans l'autre sens en renonçant complètement à la direction exercée par le parti.

Les tentatives de masquer le visage de l'organisation du parti, de ne pas entrer en scène au nom du parti pour la défense de la politique de ce dernier, la renonciation à l'établissement et à la défense de candidats du parti n'ont pas été suffisamment combattues dans un certain nombre d'organisations. Il faut mentionner également les erreurs suivantes : attention insuffisante accordée par les organisations du parti à l'égard des élections dans les centres ouvriers, discussions insuffisantes des élections dans la presse, etc. ;

19° Il faut aussi insister particulièrement sur les cas de déviations de la ligne politique du parti. Dans un certain nombre de cas, on a fait des concessions contraires à la ligne du parti dans la rédaction des instructions électorales et une trop large interprétation de ces instructions en province. Il faut souligner, en outre, l'erreur consistant à réduire le nombre des personnes jouissant du droit de participer aux élections à une époque où l'on assiste à une certaine croissance des éléments bourgeois, tant à la ville qu'au village ;

20° La participation des syndicats (particulièrement des syndicats industriels), des coopératives, des comités de secours aux paysans, des comités de paysans pauvres et autres organisations aux élections a été tout à fait insuffisante. A mentionner aussi l'insuffisance de la participation des jeunes et des organisations de femmes travailleuses ;

21° L'activité croissante des masses s'est manifestée dans un certain accroissement de la participation de l'armée et de la flotte rouges qui s'est élevée en moyenne à 70 p. 100 de l'ensemble des effectifs de l'armée rouge.

L'armée rouge est, dès à présent, l'une des écoles les plus importantes pour la préparation des fonctionnaires soviétistes, particulièrement pour le village. La participation des soldats rouges démobilisés au travail des soviets ruraux est de plus en plus importante. Ce fait exige une plus grande attention de la part du parti ;

22° Nous ne disposons pas encore de données suffisantes en ce qui concerne l'activité des soviets nouvellement élus. Mais en général, le travail des nouveaux soviets reflète la croissance de leur activité, particulièrement dans les villages. Les soviets ruraux se renforcent par suite de l'augmentation des budgets locaux et du développement de l'activité indépendante des masses de paysans pauvres et moyens et accroissent leur activité vis-à-vis des masses laborieuses du village. Le rôle des soviets ruraux s'est accru au cours de la période actuelle, par rapport aux années précédentes. Par contre, les soviets urbains, qui jusqu'à la publication de nouvelles instructions sur le travail des soviets urbains ne disposaient d'aucune base matérielle et organique, ne développent que lentement et d'une manière insuffisante leur activité. Ce n'est qu'à partir de maintenant que les soviets urbains ont la possibilité de faire participer à leur travail les couches laborieuses de la ville et avant tout, naturellement, les ouvriers industriels.

IV

CONCLUSIONS ET TACHES PRATIQUES

Le Parti qui poursuit la politique d'animation des Soviets (syndicats, coopératives, etc...), doit se poser les tâches suivantes :

1° Dans l'intérêt du renforcement de la lutte pour l'amélioration de tout l'appareil soviétiste, dans l'intérêt de la lutte contre le bureaucratisme de cet appareil et sa séparation des masses, les ouvriers, paysans et autres couches laborieuses de la population doivent participer plus énergiquement que jamais à l'ensemble du travail soviétiste ;

2° Dans ce but, il faut choisir dans une plus grande proportion que jusqu'à présent des ouvriers et des paysans sans parti pour occuper des postes responsables dans les Soviets (syndicats, coopératives, etc...), tout en travaillant à élever de toute manière leur formation politique, culturelle et professionnelle ;

3° Il faut travailler à renforcer la responsabilité des membres des Soviets devant leurs électeurs. Pour cela il est nécessaire d'expliquer aux électeurs qu'ils ont le droit de révoquer leurs représentants aux Soviets dont ils sont mécontents ;

4° Il faut corriger et mettre strictement en accord avec la constitution soviétiste et avec la ligne générale du Parti, les instructions électorales des organes centraux et locaux. Il est nécessaire d'élaborer des instructions complémentaires en ce qui concerne l'interprétation des instructions électorales dans les régions ayant une population nomade ou semi-nomade ;

5° Il faut obtenir une application exacte de la constitution soviétiste et des instructions correspondantes des règles électorales établies. Il faut veiller attentivement à ce que les citoyens qui, aux termes de la constitution soviétiste, ne possèdent pas le droit électorale, ne participent pas aux élections. Dans ce but, il est nécessaire de faire participer un plus grand nombre d'ouvriers d'usines, d'ouvriers agricoles, de paysans pauvres et de paysans moyens au travail des commissions électorales, en vue de contrôler la composition des listes électorales et, d'une façon générale, l'application exacte de la législation soviétiste ;

6° En vue d'améliorer la direction du Parti dans le travail des Soviets, il est nécessaire de réaliser les mesures suivantes :

a) Lutte systématique et impitoyable contre toutes les survivances des anciennes méthodes de commandement et de nomination arbitraire, ainsi que contre toutes les manifestations de la politique de passivité vis-à-vis de la campagne électorale et le travail des Soviets ;

b) Renforcement de l'attention accordée aux élections et au travail des Soviets dans les centres ouvriers pour obtenir une participation maxima des ouvriers et ouvrières occupés dans l'industrie aux élections et à l'activité des Soviets.

Cela est tout particulièrement nécessaire dans les localités ayant une population prolétarienne, étant donnée la participation croissante des autres couches laborieuses de la population : employés, petits artisans, ménagères, etc..., aux élections et au travail soviétiste ;

c) Direction plus vivante, plus systématique de la part des organisations de base du Parti lors des élections et pour l'établissement de

la liaison entre les Soviets et les ouvriers et les paysans au moyen de leurs représentants aux Soviets;

d) Discussion dans la presse des résultats des élections et du travail des Soviets;

e) Application exacte de la constitution soviétiste et des instructions électorales;

7° En ce qui concerne les paysans sans parti, il est nécessaire de réaliser les mesures suivantes :

a) Travail systématique en vue de la création et de la direction d'un cercle actif de paysans sans parti dans les villages. Il ne faut permettre en aucun cas la fusion des organisations du parti avec ces cercles de paysans sans parti, ni la transformation de ces cercles en organisations ayant un caractère nettement déterminé;

b) Il faut travailler à faire entrer les ouvriers agricoles et les paysans pauvres dans ces cercles de paysans sans parti, à y accroître leur influence et à choisir un grand nombre d'entre eux pour occuper des fonctions importantes dans tous les organes des Soviets, des Coopératives, etc...;

8° Il est nécessaire d'appliquer rapidement la nouvelle « disposition sur les Soviets urbains » et de se préparer aux nouvelles tâches qui incomberont aux Soviets urbains, en général, et aux Soviets des villes ayant une faible population prolétarienne, en particulier;

9° Il est, en outre nécessaire de rapprocher et de relier plus étroitement le travail des syndicats, coopératives, etc..., au travail des Soviets. Leur participation à la campagne électorale doit être fortement renforcée;

10° Il faut en dire autant en ce qui concerne le travail des organisations de jeunesse et des assemblées de délégués ouvrières et paysannes et en ce qui concerne la participation des femmes inorganisées;

11° Il faut faire participer aux élections et à tout le travail soviétiste, les travailleurs des Républiques nationales arriérées et des provinces. Dans ce domaine, nous avons encore à travailler dans un grand nombre de cas, à faire des Soviets de véritables organes de la puissance soviétiste;

12° Il faut consacrer une plus grande attention à la participation aux élections et au travail soviétiste de l'armée et de la flotte rouge;

13° En vue de faire participer le plus grand nombre possible de travailleurs aux élections, il est nécessaire d'améliorer les mesures organiques préparatoires, ainsi que la technique électorale;

14° Il faut améliorer l'appréciation des résultats et de la statistique des campagnes électorales du point de vue d'une plus juste appréciation des éléments et des tendances de classes qui se sont manifestés au cours des élections et dans les résultats électoraux.

*
* *

La XIV^e Conférence du Parti, ainsi que le XIV^e Congrès ont approuvé la politique d'animation des Soviets. Les tâches principales de cette politique étaient : séparation des paysans moyens et des *koulaks*. Isolement politique de ces derniers, renforcement de l'alliance du prolétariat et

des paysans pauvres avec les paysans moyens, participation de la masse principale de la paysannerie à l'œuvre de la construction socialiste, renforcement du rôle directeur du parti communiste dans les larges masses de la population laborieuse de la ville et de la campagne. La première vaste campagne électorale réalisée sur la base de cette politique ne pouvait pas ne pas comporter un certain caractère de transition, elle devait avoir certains points caractéristiques de la période de transition des anciennes méthodes de direction des Soviets par le parti aux nouvelles méthodes. Malgré les difficultés apparues au cours des élections, cette campagne électorale a confirmé pleinement la justesse de la politique menée par le parti. Seule une simple comparaison de la dernière campagne électorale avec les élections de l'année dernière, est caractéristique dans ce sens. Les élections dans les villages ont montré à quel point la situation politique générale à la campagne s'est améliorée depuis l'adoption de la nouvelle politique du parti, ainsi que l'accroissement de l'activité de la masse principale de la paysannerie (paysans pauvres et paysans moyens) dans le cadre des Soviets. Les dernières élections ont montré les résultats obtenus en ce qui concerne la séparation des paysans moyens des paysans riches, le rapprochement des paysans moyens et des paysans pauvres, l'accroissement de l'activité politique des paysans pauvres et l'affaiblissement de l'influence politique des paysans riches sur la population rurale. Les élections ont montré que le parti a réussi à organiser les paysans pauvres en une force politique indépendante contre les paysans riches. Le résultat général des élections au village a manifesté le renforcement de l'autorité du parti et de la confiance des masses principales de la population villageoise ainsi que le renforcement de la dictature prolétarienne. Les tentatives de la nouvelle opposition faites au XIV^e Congrès pour miner la confiance dans la politique du parti se sont révélées tout à fait vaines. Les résultats des élections ont montré que l'opposition qui s'est manifestée au XIV^e Congrès contre la nouvelle politique du parti voulait, en réalité, faire revenir le parti aux vieilles méthodes surannées de direction. Si elle avait été adoptée, cette politique de la nouvelle opposition n'aurait pu mener qu'à l'affaiblissement du parti dans les villages, au renforcement de l'influence politique des paysans riches et, par là, à l'affaiblissement de la dictature du prolétariat dans tout le pays.

En outre, les résultats de la politique d'animation des Soviets sont d'une grande importance pour le développement de la démocratie soviétiste et particulièrement pour la lutte contre le bureaucratisme de l'appareil d'Etat. Ces premiers résultats montrent que l'abandon de la politique d'animation des soviets et de développement de la démocratie soviétiste, exigé par la nouvelle opposition, eût signifié que le parti se serait soumis en fait à la pression de notre appareil d'Etat encore imprégné d'influence bourgeoise et bureaucratique. Le parti a appliqué énergiquement la politique de renforcement du travail soviétiste et de transformation de tout l'appareil d'Etat en faisant participer à ce travail des masses de plus en plus importantes d'ouvriers et de paysans, créant par là des conditions favorables pour la véritable lutte contre la bureaucratie.

En fixant les résultats des élections, le parti se rend compte des difficultés qui sont apparues et des erreurs commises, ce qui lui permettra de poursuivre avec une plus grande assurance sa politique vraiment léniniste d'animation des Soviets.

La lutte pour le léninisme

Résolution du Comité Central du Parti Communiste d'Allemagne adoptée à l'unanimité contre deux voix.

I

LES DÉCISIONS DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE DU C. C. DU P. C. DE L'U. R. S. S.

La séance plénière du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle du Parti Communiste de l'Union Soviétique a adopté, dans un certain nombre de questions importantes du Parti, des décisions de la plus grande importance, non seulement pour le Parti Communiste de l'Union Soviétique, mais aussi pour l'ensemble des partis de l'Internationale Communiste.

La séance plénière a traité tout d'abord de la politique de l'Internationale Communiste, en relation avec les derniers événements internationaux (grève anglaise, coup d'Etat en Pologne, événements de Chine). Les résolutions adoptées approuvent complètement l'activité du Bureau Politique et de la délégation du Parti Communiste de l'Union Soviétique au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

La séance plénière a constaté les résultats suivants des élections aux Soviets de l'année 1925-1926 : les élections ont été la première vaste application de la démocratie soviétique et prouvé la justesse de la politique adoptée par le Parti tendant à l'animation des Soviets. Malgré certaines erreurs, qui ont, du reste, été corrigées à temps, elles ont montré un renforcement de l'activité des masses ouvrières et de l'alliance du prolétariat et de la classe paysanne, ainsi qu'un isolement politique croissant des éléments *koulaks*. Dans la R. S. F. S. R., le nombre des membres des syndicats qui ont participé aux élections s'est élevé de 52 à 57 p. 100 de tous les ouvriers organisés, celui des paysans de 41 à 47 p. 100 et le nombre total des électeurs qui participèrent aux élections s'éleva de 17 à 19,5 millions. Les élections ont montré que le Parti a fait un grand pas en avant dans la voie de l'organisation des paysans pauvres en une force politique indépendante contre les paysans riches et renforcé son autorité parmi les masses des paysans pauvres et les paysans moyens. Les tentatives de la nouvelle opposition de miner la confiance dans la politique du Parti, ont ainsi manifesté toute leur inconsistance.

La séance plénière a adopté, pour la campagne de ravitaillement de cette année, un plan qui tranche les questions fondamentales de la réalisation de la récolte (politique des prix, allocation de crédits, circulation monétaire, organisation du rassemblement des céréales et ravitaillement en produits industriels, exportation agricole, création d'un fonds de réserves de céréales) en vue de tirer de la récolte la plus grande utilisation possible pour le développement économique du pays et de renforcer la prépondérance des éléments socialistes sur les éléments non socialistes dans l'économie.

Dans la question du logement, la séance plénière adopta un vaste plan de construction rapide de logements ouvriers.

La séance plénière traita à nouveau la question de l'unité du Parti Bolchévik menacée par l'activité fractionnelle illégale de groupes d'opposition dirigés par les camarades Zinoviev et Lachevitch. La séance plé-

nière décida, étant donné le travail scissionniste de ces camarades, l'exclusion de Lachevitch du Comité Central et celle de Zinoviev du Bureau Politique.

II

L'OPPOSITION AVANT ET APRÈS LE XIV^e CONGRÈS

Le groupe du camarade Zinoviev commença, dès l'année 1924, à se séparer de la majorité léniniste du Comité Central, au moment où ses propositions concernant l'exclusion de Trotski du Bureau Politique, puis du Comité Central et finalement du Parti, furent repoussées par la majorité. A cette époque, Zinoviev caractérisa la majorité du Comité Central de semi-trotskisme et l'accusa d'appliquer trop largement la démocratie intérieure dans le Parti.

Plus tard, l'opposition attaqua la politique du Comité Central dans la question paysanne et mena une propagande pessimiste sur la soi-disant impossibilité de la construction socialiste dans l'Union Soviétique, en tombant de plus en plus sous l'influence de courants petits-bourgeois.

Au XIV^e Congrès, Zinoviev opposa à la politique du Parti un rapport oppositionnel, quoique il eût déclaré quelques jours auparavant à la Conférence de la région de Léninegrad, qu'il était d'accord avec le Comité Central. La discussion au Congrès se déroula autour des questions fondamentales de la dictature prolétarienne, sur la possibilité de la construction du socialisme, sur le véritable caractère de l'industrie d'Etat, sur l'alliance entre les ouvriers et les paysans, sur le rôle des paysans moyens, sur la lutte contre les *koulaks*, sur le rôle dirigeant du Parti Communiste, dans la classe ouvrière et dans l'Etat Soviétique, et sur l'unité du Parti Bolchévik. Dans toutes ces questions, l'opposition attaqua la politique du Parti. Le XIV^e Congrès condamna, à une majorité écrasante, les conceptions de l'opposition, comme constituant une déviation opportuniste du léninisme et la mit catégoriquement en garde contre toute activité fractionnelle.

Malgré sa condamnation par le Congrès, malgré le rejet énergique de ses conceptions par toutes les organisations du Parti et, en particulier, par l'immense majorité de l'organisation de Léninegrad, l'opposition poursuivit sa lutte. Elle étendit sa campagne contre les décisions du Congrès, contre la Direction du Parti et contre le Parti lui-même, dans les quatre directions suivantes :

- a) Groupement des déviations dans les différentes questions; constitution d'une plate-forme de lutte contre toute la politique du Parti;
- b) Constitution d'un bloc avec le trotskisme et avec l'opposition ouvrière, caractérisée autrefois de menchévique par Lénine;
- c) Organisation du travail illégal de fractions;
- d) Transfert de la lutte oppositionnelle dans la politique et dans les partis de l'Internationale Communiste.

III

LES DÉVIATIONS DE LA NOUVELLE OPPOSITION

Les déviations de la nouvelle opposition consistent principalement dans les neuf points suivants :

- 1° L'opposition nie, contrairement aux enseignements de Lénine et

du léninisme, la possibilité de la construction du socialisme dans l'Union Soviétiste, ce qui aboutit à la négation des bases de la Révolution d'Octobre;

2° L'opposition considère la nouvelle politique économique, non pas comme la seule « juste politique économique » (Lénine), comme la voie menant à la victoire du socialisme sur tous les éléments non socialistes de l'économie, mais seulement comme un recul et comme la restauration des éléments capitalistes;

3° L'opposition caractérise l'industrie d'Etat socialiste comme ayant un caractère de capitalisme d'Etat, ce qui aboutit à l'affirmation d'un rapport d'exploitation et à l'excitation à la lutte de classe dans les entreprises de l'Etat de la dictature prolétarienne;

4° L'opposition nie, en fait, le principe léniniste de l'alliance entre le prolétariat et la classe paysanne, ce qui s'exprime théoriquement dans la substitution de l'alliance avec les paysans moyens, cette figure centrale de notre agriculture, par le faux mot d'ordre de la simple neutralisation et, pratiquement, dans les tentatives vers l'exploitation économique de la paysannerie;

5° L'opposition nie le caractère de classe prolétarien de l'Etat Soviétiste et s'efforce d'opposer les masses ouvrières à l'Etat de la dictature prolétarienne, comme étant un Etat ouvrier et paysan bureaucratique;

6° L'opposition combat la politique économique du Parti comme étant « influencée par les *koulaks* », et comme étant « contraire aux intérêts de classe du prolétariat », sans opposer à cette politique aucune proposition concrète en dehors de la revendication démagogique de l'élévation des prix de l'industrie;

7° L'opposition lance le mot d'ordre de la destruction de l'appareil du Parti et s'efforce de déplacer le pivot de la lutte contre le bureaucratisme de l'appareil du Parti, ce qui ne peut aboutir objectivement qu'à soustraire l'appareil d'Etat à l'influence du Parti;

8° L'opposition viole toutes les décisions du Congrès contre la formation de fractions et substitue à la conception bolchévique du Parti comme constituant un tout uni, celle du Parti constituant un amalgame de courants de fractions et de groupements divers;

9° L'opposition lutte contre la politique de l'Internationale Communiste en s'alliant non seulement avec des groupements d'extrême-gauche, mais aussi avec des groupements d'extrême-droite (Trotski, Radek, Souvarine) et même avec des groupements ouvertement liquidateurs et adversaires du Parti (Chliapnikov, Medviedev).

Pour couvrir ces déviations anti-léninistes, l'opposition déclare que la politique du Parti est contraire à l'intérêt de la classe ouvrière. Cette affirmation démagogique porte de l'eau au moulin de l'agitation menchévique et contre-révolutionnaire à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union Soviétiste. Cette activité fractionnelle de l'opposition a ranimé les espérances de tous les adversaires du Parti, entre autres celle de la bourgeoisie européenne et de la II^e Internationale concernant une scission du Parti Communiste de l'Union Soviétiste. C'est pourquoi, le Parti Bolchévik devait repousser énergiquement cette nouvelle attaque de l'opposition unie.

IV

LE BLOC AVEC LE TROTSKISME ET AVEC LES GROUPEMENTS MENCHÉVIKS

Le groupe de Zinoviev, qui commença à lutter de gauche contre la majorité du Parti « semi-trotskiste », est complètement passé au trotskisme à la dernière assemblée plénière. Il confirma ainsi la phrase de Lénine : « La lutte de fractions a sa logique objective qui porte même les meilleurs dans une situation qui, s'ils s'accrochent à leur fausse position, ne se différencie en rien de la démagogie sans principe. »

Zinoviev qui, il y a encore un an, caractérisait le trotskisme comme constituant une « tentative ouverte de révision ou même de liquidation complète des bases du léninisme », et même de « variété de menchévisme », déclara à l'assemblée plénière qu'il collaborerait maintenant avec Trotski « sérieusement et pour longtemps », et que « l'opposition de l'année 1923 avait complètement raison ». Zinoviev fit cette déclaration, quoique Trotski n'ait nullement avoué ses erreurs, sa tentative de révision, ni renoncé à sa théorie de la révolution permanente.

Ce n'est pas Trotski qui s'est rallié au groupe Zinoviev, mais c'est la nouvelle opposition qui est passée sans réserve au trotskisme pour des raisons fractionnelles et qui s'est placée, même extérieurement, à l'aile la plus à droite du Parti.

En même temps, la nouvelle opposition est liée à l'opposition ouvrière menchévique dont les revendications tendent à la capitulation de la République des Soviets devant le capital financier étranger, à l'abandon complet de l'économie socialiste, à la liquidation des partis communistes de l'Europe Occidentale et à leur retour dans les rangs de la II^e Internationale.

V

LA LUTTE INTERNATIONALE CONTRE LE LÉNINISME ET CONTRE LA LIGNE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Poussée par la logique de la lutte de fraction et par le groupe trotskiste, l'opposition dirigée par Zinoviev a également engagé la lutte contre toute la politique de l'Internationale Communiste. L'opposition s'efforce de substituer à la ligne politique de l'Internationale Communiste élaborée par Lénine, une mixture de phrases ultra-gauchistes et de déviations d'extrême-droite.

Les phrases ultra-gauchistes s'expriment :

1° Dans l'affirmation : « Que les événements de l'année dernière démontrent l'inexistence d'une stabilisation capitaliste (Zinoviev, 5 juin 1926), quoique le même camarade Zinoviev ait déclaré dans les thèses de l'Exécutif Elargi du mois de février 1926 : « La stabilisation est un fait..., l'Internationale Communiste repousse la conclusion prématurée aux termes de laquelle il ne doit plus y avoir de stabilisation du capitalisme » ;

2° Dans la revendication consistant à sortir du Comité anglo-russe, ce qui aurait pour résultat de détruire le bloc entre les millions d'ouvriers organisés syndicalement de l'Union Soviétiste et de l'Angleterre et cor-

respondrait aux intérêts de l'intervention capitaliste contre le pays de la dictature prolétarienne;

3° Dans la revendication de la « formation de nouvelles organisations révolutionnaires » à la place des syndicats anglais, ce qui signifierait le premier pas dans la voie de la sortie générale des syndicats, dans la voie de la politique de Schumacher dans le cadre international.

Les déviations d'extrême-droite se manifestent :

1° Dans les propositions de Zinoviev sur la grève anglaise qui ne parlent pas de diriger la grève dans les eaux politiques et qui ne proclament pas le mot d'ordre suivant : « A bas le gouvernement conservateur, vive le gouvernement ouvrier ! »

2° Dans les propositions de Zinoviev lors du coup d'Etat en Pologne indiquant seulement aux communistes polonais l'impossibilité d'une attitude de neutralité à l'égard de Pilsudski, et ne parlant pas de l'impossibilité d'un appui accordé à Pilsudski;

3° Dans les propositions de Zinoviev lors des événements chinois, qui demandent non seulement une capitulation complète devant les généraux réactionnaires, mais encore la sortie du Parti Communiste chinois du Parti *Gomindan*, ce qui signifie, en réalité, une liquidation du mouvement révolutionnaire chinois.

Dans les trois questions fondamentales du présent, dans la question des événements anglais, polonais et chinois, le point de vue de l'opposition ne fut pas un point de vue de gauche, mais un point de vue opportuniste. Par contre, le Comité Central adopta dans ces questions une position révolutionnaire bolchévique.

En passant au trotskisme, Zinoviev ne viole pas seulement les décisions du Parti Communiste de l'Union Soviétiste, mais aussi celles de l'Internationale Communiste.

Le V^e Congrès de l'Internationale Communiste constatait expressément :

« Que l'opposition dans le Parti Communiste de l'Union Soviétiste a été soutenue par des groupements dans les autres partis (dans le parti polonais ainsi que dans les partis allemand et français) qui sont, tout comme cette opposition, l'expression des déviations opportunistes de droite de ces partis. »

Le V^e Congrès mondial adopta, dans une résolution spéciale sur la question russe, les décisions suivantes :

a) De confirmer au nom du V^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste les résolutions de la XIII^e Conférence du Parti et du XIII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétiste, qui condamnent la plate-forme de l'opposition, et son activité comme menaçant l'unité du Parti et, par conséquent aussi, la dictature du prolétariat dans l'Union Soviétiste.

b) Les résolutions de la XIII^e Conférence et du XIII^e Congrès du Parti devront être adjointes à cette décision et publiées comme décisions du V^e Congrès de l'Internationale Communiste.

La résolution du XIII^e Congrès, qui fut adoptée comme décision de l'Internationale Communiste, déclare :

« Que nous avons affaire dans l'opposition actuelle, non seulement

avec une tentative de révision du bolchévisme, non seulement avec une déviation directe du léninisme, mais aussi avec une déviation nettement petite-bourgeoise. Il ne fait aucun doute que cette opposition reflète objectivement la pression de la petite-bourgeoisie sur les positions du Parti prolétarien et sur sa politique. On commence à interpréter, dans un sens élargi, en dehors du Parti, les principes de la démocratie intérieure dans le Parti comme un affaiblissement de la dictature du prolétariat et une extension des droits politiques de la nouvelle bourgeoisie. »

Par sa déclaration formelle selon laquelle « l'opposition de l'année 1923 avait complètement raison » et qu'il collaborerait « sérieusement et longtemps » avec les trotskistes, Zinoviev a violé les décisions de l'Internationale Communiste et fait le premier pas dans la voie de la liquidation du V^e Congrès mondial.

Le passage au trotskisme signifie en même temps le passage à Radek, la justification ultérieure de la politique de droite du Comité Central allemand de 1923. En outre, Zinoviev s'est allié au semi-menchévik Medvedev qui accuse les partis de l'Internationale Communiste d'être composés d'une valetaille petite-bourgeoise et demande le retour à la social-démocratie.

La nouvelle opposition dans le Parti Communiste de l'Union Soviétiste s'efforce de constituer un bloc de tous les groupes antiléninistes dans l'Internationale Communiste, du groupe Korsch-Urbahns et Ruth Fischer, jusqu'à Souvarine et les extrême-droite.

L'Internationale Communiste a le devoir de défendre les bases de sa politique, les décisions de ses Congrès et son unité internationale contre ces attaques de la nouvelle opposition.

Tous les communistes, particulièrement les ouvriers de gauche qui veulent appliquer honnêtement une politique révolutionnaire, comprendront que l'opposition dirigée par les camarades Zinoviev et Trotski défend, dans les questions internationales, non pas une tendance de gauche, mais une tendance nettement de droite et opportuniste. La politique actuelle de Zinoviev signifie la révision du léninisme international, le retour à la politique de la défaite allemande d'octobre 1923.

VI

CONCLUSIONS

Etant donnés ces faits, le Comité Central du Parti Communiste allemand décide :

1° D'approuver, sans réserve, les décisions de l'Assemblée plénière et du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétiste;

2° De répandre et d'expliquer, ces décisions, au sein du Parti Communiste Allemand;

3° De demander aux membres du Parti Communiste Allemand d'engager une lutte énergique contre la nouvelle opposition qui constitue un groupement sans principe et veut imposer au Parti Communiste de l'Union Soviétiste et à l'Internationale Communiste, sous le couvert d'une phraséologie gauchiste, une politique de droite;

4° De se solidariser complètement avec les mesures prises par le

Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique pour la défense de l'unité du Parti contre le travail scissionniste de l'opposition dirigée par Zinoviev;

5° De considérer les déviations de Zinoviev du léninisme, de la politique de classe du parti bolchévik et des décisions de l'Internationale Communiste, comme inconciliables avec son maintien à la tête de l'Internationale Communiste;

6° De considérer comme inopportun le maintien du poste de président de l'Internationale Communiste et son élection par un Congrès mondial et de proposer au prochain Congrès de l'Internationale Communiste les modifications correspondantes, assurant une direction léniniste véritablement collective de l'Internationale Communiste.

Berlin, 6 août 1926.

Le Comité Central du Parti Communiste Allemand.



LA VIE DU PARTI

L'organisation départementale du Parti

La Conférence d'Organisation et le congrès de Lille ont souligné la mauvaise structure de notre Parti.

Les interventions de divers camarades ont marqué la nécessité urgente d'orienter notre travail vers une organisation plus souple.

La grosse erreur de la transformation du Parti, ont exprimé de nombreux secrétaires de région et de rayon, réside en ce que nous avons découpé le pays en petits morceaux qui ne correspondaient à rien. Chaque militant, se sentait l'aptitude d'un géomètre de campagne, prompt à partager le terrain selon sa fantaisie.

On a fabriqué les rayons « mal-foutus ».

On a rarement tenu compte des divisions administratives, par crainte de s'entendre traiter de « social-démocrate ». On a ainsi négligé un facteur important de la vie politique du pays. On n'a pas vu que la bataille des partis, dans le domaine électoral, se menait dans le cadre administratif bourgeois.

On a dédaigneusement négligé, les laissant à la social-démocratie qui en a profité, la politique locale, la politique cantonale, la politique d'arrondissement et la politique départementale. On ne s'est pas soucié non plus de l'économie locale, de l'économie cantonale, de l'économie dans l'arrondissement et de l'économie départementale.

Il serait cependant temps que nous nous en occupions et c'est sur ce point que je veux insister tout en demandant aux camarades des régions de mettre au premier plan de leurs préoccupations d'organisation les questions primordiales à cette heure : *Conquête des grosses entreprises, journal d'entreprise, direction des cellules, cellules de rue, fractions.*

*
* *

Marquons une première réalité.

L'économie bourgeoise, l'armée bourgeoise, les services publics bourgeois, malgré les affirmations de Renaud Jean, ont une tendance accentuée à s'unifier par région. Je ne veux pas dire que partout et dans tous les domaines cela est fait, mais on y marche rapidement.

Citons quelques exemples :

Dans le domaine économique on peut dire que l'industrie de la Région des Alpes forme un tout, dans ses lignes générales et qu'il y a une liaison étroite entre les aciéries d'Ugine (Savoie), les entreprises hydro-électriques de Chede et de la vallée de l'Arve (Haute-Savoie) et les

grosses usines du département de l'Isère. Les mêmes capitalistes dirigent la presque totalité des entreprises, le système bancaire est unifié dans la région. Il y a une grosse entreprise de coopération régionale (l'Allobrogé), et l'économie paysanne de chaque coin est liée à l'économie paysanne régionale par le réseau des syndicats agricoles qui organise régionalement des concours d'agriculture.

La grande exposition de la *Houille Blanche* à Grenoble a concrétisé dans cette région la formation d'une unité économique véritable.

De même dans la région des Pyrénées. On peut remarquer une forte interpénétration des capitaux dans les différentes usines. La liaison économique existe entre le nœud industriel du Boucau (Basses-Pyrénées) et celui de Tarbes (Hautes-Pyrénées). D'autre part il y a de nombreux intérêts communs entre les métayers des Landes et ceux des Basses-Pyrénées (Bas-Adour).

Dans le pays, l'armée s'organise en régions. Région de défense nationale (frontière) mais également région de défense intérieure (centres économiques, etc...)

Dans les services publics, on doit remarquer que les P. T. T. par exemple ont déjà des directions régionales; Lyon, Marseille, Alger, etc...

Tous ces exemples pour marquer la nécessité absolue pour notre Parti d'avoir une direction régionale, étant bien entendu que les régions actuellement créées n'ont pas une forme éternelle, mais qu'elle varient selon les exigences de la bataille et selon l'évolution de l'économie et des organismes bourgeois.

* * *

Il est bien évident que les cadres administratifs et politiques de la bourgeoisie, créés il y a longtemps et pour les besoins d'une économie naissante, ne répondent plus aux exigences de l'économie moderne.

Nous pouvons penser que la bourgeoisie commence à s'embarasser dans sa propre organisation et que, gênée aux entournures, elle tendra à se donner une structure politique et administrative adéquate à ses besoins économiques.

Dans la période actuelle, nous avons un adversaire qui est organisé économiquement dans les usines et aux champs, mais qui se sert pour ses attaques et sa défense de comités politiques divers, de ses conseils municipaux, de ses conseils d'arrondissement, de ses conseils généraux, de ses préfets et de son Parlement.

Nos adversaires manient avec sûreté leurs nombreuses organisations ouvrières et paysannes, dans la commune, dans le canton, dans l'arrondissement, dans le département et dans le pays (Sociétés d'agriculture, Ligues diverses, Sociétés de défense, Sociétés mutuelles, Sociétés de sport, Coopératives de production et de vente, Expositions de travail, Expositions commerciales, Chambres de commerce, Syndicats d'initiative, etc..., sans compter les organisations religieuses dont la structure est savante).

Chacune de ces organisations fait une habile politique.

Je ne veux pas écrire ici, et Thorez l'a dit fort justement à Lille, qu'il faille faire localement, et départementalement une politique étroite et bornée, une basse politique électorale, mais nous devons organiser notre parti pour qu'il fasse dans chaque localité, dans chaque canton,

dans chaque arrondissement, dans chaque département et en face de nos adversaires la politique *locale, cantonale, d'arrondissement et départementale du Parti*.

Car notre Parti doit faire sa *politique* partout, sur tous les terrains. On n'entendra pas notre influence sur les ouvriers en leur expliquant seulement notre position dans la situation nationale et internationale. On ne neutralisera pas les classes moyennes en leur parlant de la lutte Europe-Amérique. On ne conquerra pas la paysannerie en y développant — plus ou moins bien — les contradictions du régime. Nous savons par expérience qu'on fait, là, de mauvaises opérations.

Il faut que le Parti fasse apprécier son activité par les couches de la population que nous devons entraîner.

Dans la localité, si les organismes du Parti doivent lutter pour la conquête des grosses entreprises, pour toutes les revendications des ouvriers et des ouvrières, pour l'unité syndicale, pour les mots d'ordre du Parti, pour la coopération, etc..., s'ils doivent mettre au premier plan de leurs préoccupations leurs revendications paysannes, ils doivent également lutter pour l'hygiène dans la commune, pour l'entretien des routes, pour la construction d'écoles, pour la distribution et le prix de l'eau et du gaz, pour l'électrification, pour l'amélioration des services de transports et des services postaux, pour l'établissement du budget communal, pour l'aménagement des taxes municipales alimentant les œuvres sociales, pour l'amélioration du service médical et pharmaceutique, etc... etc...

On a beaucoup écrit sur ce sujet et si j'insiste, ce n'est que pour marquer l'importance de ce travail local, qui donnera souvent aux organismes de base du parti l'activité qui leur manque.

Dans le canton et dans l'arrondissement nous devons avoir une politique active. On devra s'occuper des petites questions que la bourgeoisie sait manier de « main de maître ». On parlera « tramways » avec les politiciens locaux, on discutera « chemins et routes » en donnant en opposition avec les intérêts bourgeois le point de vue du Parti.

Si chaque mouvement économique, revendications de salaires, grèves, lock-outs, etc... dans la localité, dans le canton, dans l'arrondissement et dans le département doivent être étudiés, chaque mouvement politique doit être également l'objet d'une attention soutenue de la part de nos militants et la position du Parti se déterminera selon le résultat de nos études.

C'est dans le département que la politique à mener se pose avec le plus d'ampleur.

C'est dans le département que la bataille politique se livre avec le plus d'âpreté.

Les adversaires s'étudient, travaillent, créent leur comité, organisent des manifestations qui raffermissent leur influence, les uns et les autres s'emparent des questions départementales pour leurs fins politiques, sans prendre d'ailleurs sur elles une position précise et nette.

Que devons nous faire dans le département ?

Devons-nous laisser le champ libre aux politiciens de droite ou de gauche ?

Devons-nous permettre que les problèmes du budget départemental des pont et chaussées, des services publics, des chemins de fer départementaux, des subventions, des offices d'agriculture, des bourses de travail et d'apprentissage soient l'apanage exclusif de la bourgeoisie ? N'avons-nous rien à dire dans ces questions ?

Les avons-nous étudiées ? Nous devons reconnaître que nous n'avons rien fait, ou peu de chose pour donner à notre parti une position et une attitude sur tous ces problèmes.

Le Parti n'a pas encore une figure départementale.

Il faut qu'il l'ait.

Dans le cadre départemental, les militants du Parti doivent connaître les revendications posées par les habitants. Ils doivent lutter pour ces revendications, en même temps qu'ils soutiennent et développent le programme général du Parti et qu'ils remplissent les tâches d'agitation, de propagande et d'organisation fixées par le congrès de Lille.

C'est dans notre presse qu'ils auront la possibilité de faire cela. Nos journaux de province sont mal faits. Ils font de la grande politique en première page (style *Humanité*) et de la politicaillerie de clocher dans les autres colonnes.

A part *l'Enchaîné du Nord et l'Exploité*, aucun journal du Parti ne sait faire en de solides articles de première page, bien charpentés, l'examen des problèmes départementaux, la critique d'un conseil général et l'analyse objective de l'activité des partis politiques bourgeois. Pas plus d'ailleurs qu'il ne sait faire de bons articles sur la vie des usines, les revendications du prolétariat et de la paysannerie.

Tout cela, la presse de nos adversaires sait bien le faire. Etudions leurs journaux dans nos départements, épluchons les articles de leurs « leaders ».

Peu de secrétariats régionaux sont abonnés et suivent d'une façon attentive les publications réactionnaires, radicales et socialistes. Peu de camarades responsables connaissent parfaitement la politique menée par les gens qui sont en face de nous.

Nous devons surveiller étroitement l'activité de ces gens. Nous devons suivre le travail parlementaire des élus. Leurs interventions, leurs votes sur les importantes questions doivent être soigneusement relevés et classés. On doit pouvoir en face du tableau des promesses faites par les candidats étaler la réalité des votes et des attitudes des élus.

Nous devons également dans toutes nos manifestations publiques donner une large part aux questions régionales, départementales et locales.

Les bourgeois excellent dans l'art de parler clair de ces questions.

Je connais des politiciens qui savent avec une remarquable facilité causer « veaux, vaches, cochons, canards » avec les paysans. Ils ont une certaine façon de parler du prix du lait et de la date de la prochaine foire.

Tout cela, nous ne savons pas encore le faire.

Tout cela si nous le savions, nous ne pourrions pas le faire.

Nous ne pourrions pas le faire parce que nous n'avons pas encore une organisation suffisante et appropriée.

Est-ce que ce sont les rayons dans leur forme actuelle qui peuvent remplir ces tâches ?

Non.

Il nous faut causer dans le Parti du Comité départemental. Il faudra prévoir à la tête de chaque département une direction départementale.

Parlons-en. Discutons-en.

La question est posée.

L. CROSET.

= LES FRACTIONS =

Leur but, leur fonctionnement

Leur but a déjà été trop défini pour qu'il soit nécessaire de s'étendre longuement sur la question.

Jusqu'à ce jour on peut dire que les fractions jouaient plutôt le rôle de buanderie ou on lavait son linge sale, délaissant les graves problèmes de l'heure; cette façon de faire était et reste néfaste au bon fonctionnement des fractions.

Maintenant que le Congrès de Lille est venu calmer les esprits, il faut passer à un travail pratique de réalisation et nous atteler d'urgence à la besogne. Notre mot d'ordre est 75 p. 100 de notre activité dans le domaine syndical pour réaliser un syndicalisme de masse. Comment arriver à ce résultat ? Il faut d'abord abandonner cette tactique qui consistait à faire de la haute politique, pour revenir à une plus saine compréhension des besoins de la masse et ne plus délaissier les revendications immédiates, car la classe ouvrière s'intéresse plus à la vie chère et aux revendications de salaires qu'aux grands problèmes sociaux; cela est peut-être malheureux à constater, mais c'est un fait et nous devons en tenir compte.

« Syndicalisme de masse », dit le Congrès. J'ai la ferme conviction que de la réalisation de l'unité syndicale dépend le succès de ce mot d'ordre.

La réalisation de l'unité par en haut est à peu près impossible, il suffit de regarder l'attitude des chefs confédérés pour s'en rendre compte; mais dans la situation actuelle, au moment où, poussés par les besoins matériels, les travailleurs sont acculés à des mouvements de grève, la tactique du front unique à la base doit, bien appliquée, nous donner de bons résultats; car dans l'action, un rapprochement inévitable se produit et prépare un bon terrain pour l'unité syndicale.

C'est ici qu'apparaît le rôle à jouer par un communiste.

Dans l'usine il doit être celui qui s'élève contre les brimades, les injustices; il doit exploiter tous les mécontentements qui peuvent surgir. Dans la préparation de l'action, à chaque instant, chaque jour, il doit être à l'avant-garde. Si dans l'action, en période de grève, il sait, par une conduite, toute au service des travailleurs, gagner la confiance de la masse, *ce sont les solutions communistes qui seront acceptées, nos méthodes de lutte appliquées*, et par cela même, le parti gagnera en influence.

Dans le syndicat, les communistes doivent être les plus dévoués, ne pas reculer devant les responsabilités, accepter les fonctions même les plus ingrates et les remplir avec zèle; *être présents à toutes les assemblées, amener dans ces réunions le plus de camarades possible. A l'usine, faire une propagande intense pour créer un syndicat puissant.*

Si je dis cela, c'est que 80 p. 100 des communistes ne font rien sur ce terrain.

Mais il faut l'unité de vues entre communistes d'une même organisation pour mener la lutte sur le lieu du travail et gagner les syndicats à l'influence communiste. De là: le rôle des fractions.

Jusqu'à ce jour, en général, les fractions n'ont pas ou ont mal fonctionné, pourquoi ? Trop souvent on a mis à la tête des fractions, des camarades n'ayant pas une connaissance suffisante des questions syn-

dicales, les camarades capables se défilant ou déjà surchargés de besogne. Pas d'ordre du jour intéressant, lavage de linge sale, je l'ai dit plus haut; pas de réunions à date fixe; manque de contrôle et de liaison avec les organismes intéressés du P. C. et des fédérations : voilà ce qui doit cesser.

Comment remédier à cet état de choses ?

1° Mettre à la tête des fractions les camarades les plus aptes et les plus dévoués; le parti devra alléger de la besogne qu'ils pourraient avoir par ailleurs, ces camarades, accaparés au détriment de la fraction;

2° La fraction devra se réunir à date fixe, pour que les camarades puissent se rendre libres et être présents;

Pointage obligatoire au moyen d'un timbre humide;

3° Faire assister à chaque réunion de fraction, un camarade de la fraction supérieure, de façon à assurer la liaison et le contrôle;

4° Chaque secrétaire de fraction devrait établir un procès-verbal de chaque séance et établir un rapport politique mensuel sur la vie de son syndicat. Ce rapport, remis au camarade du parti, responsable des fractions, la liaison serait ainsi assurée;

5° La fraction fédérale, devrait, d'accord avec le P. C., organiser des conférences des secrétaires ou des bureaux des fractions pour leur donner des directives.

Je sais que l'on va me répondre que le parti est jeune, qu'il y a manque de cadres, etc.

Je pense, moi, que le Parti a des cadres solides, qu'il possède des camarades éduqués, qui pourraient être des animateurs dévoués. Il faudrait pour cela ne pas mettre au rancart, pour des questions personnelles, de bons camarades « quelquefois après les avoir brisés ».

Beaucoup de camarades, voyant cela, se réfugient dans le plus profond silence. Le Parti, à mon point de vue, doit faire appel à toutes les bonnes volontés, à tous les dévouements sans s'arrêter à des préférences personnelles ou considérations de famille et il ne faut pas que l'on puisse dire que le Parti est l'apanage d'une coterie. En évitant cela vous gagnerez la confiance des adhérents qui seront encouragés à lutter pour un Parti communiste toujours plus grand, toujours plus fort.

BONNIEUX (Cellule 349).



RECTIFICATION

Dans l'article « A propos du manifeste du C.C. » paru dans le numéro précédent il faut lire :

Nous devons préciser également que lorsque nous soutenons le petit possédant — petit commerçant ou petit industriel — nous savons distinguer entre le producteur rapace, qui, devenu un parvenu, sera notre ennemi demain et le petit commerçant vivant du fruit de son travail.

Au lieu de : ...et le petit commerçant voleur de la petite propriété, vivant du fruit de son travail.

M. T.

Le Gérant : BELLANGER.

En vente à la **LIBRAIRIE de L'HUMANITÉ**

120, rue Lafayette, PARIS (x^e)

M. BEER

KARL MARX

Sa Vie - Son Œuvre

Traduit de l'Allemand
par M. OLLIVIER

Le premier livre qui ait paru en français sur K. Marx. Tous les communistes, tous les membres des organisations ouvrières doivent se le procurer. Il est très court, admirablement clair, à la portée de tout le monde.

Prix 6 francs

VIENT DE PARAÎTRE :

Problèmes économiques de l'après-guerre

L'INFLATION

Ses profiteurs

Ses victimes

Par Victor CAT

Préface de MARCEL CACHIN

Prix : 4 fr. 50

En vente à la LIBRAIRIE de L'HUMANITÉ

120, rue Lafayette, PARIS (x^e)